

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 337 - MARS 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 337

Viandes bovines

Gros bovins

France

- L'inflation alimentaire restait limitée en début d'année
- Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges

Jeunes bovins

Europe

- pénurie d'offre, hausse des cours et des coûts

Femelles

Europe

- Cours toujours en hausse

Maigre

- Le manque d'offre tire les prix à la hausse

Veaux de boucherie

- Stabilité des cours et envolée des coûts de production

Veaux nourrissons

- Les prix grimpent !

Lait de vache

Collecte laitière

- Monde : recul dans tous les bassins excédentaires
- France : ralentie malgré la remontée du prix du lait
- Reprise compromise dans l'UE-27 ?

Marché des produits laitiers

- Forte hausse des prix faute de disponibilités suffisantes

Viande ovine

France

- La cotation grimpe quelques semaines avant Pâques

UE et monde

- Des situations contrastées début 2022

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- La collecte est relancée, l'approvisionnement progresse moins vite

Marchés des grains : la guerre en Ukraine enflamme les cours

Flambée des charges, hausse des prix, offre réduite

Dernière révision le 22 mars 2022

Le vent de panique sur les marchés des grains et de l'énergie depuis le début de l'invasion russe en Ukraine a fait flamber les charges, qui étaient déjà en forte hausse ces derniers mois. C'est dans les pays du Sud de l'Europe que les engraisseurs sont les plus inquiets, en particulier en Espagne. Les prix des bovins maigres (veaux et broutards) restent malgré tout orientés à la hausse en raison de la baisse de l'offre.

Les prix des bovins finis augmentent toujours partout en Europe en réponse à l'offre limitée et à la flambée des charges. En Pologne, la dépréciation du zloty liée au contexte ukrainien limite la hausse en euro.

5,00 €/kg, la cotation du JB U français en semaine 10 (+27% /2021)

Dernière révision le 21 mars 2022

Elle est encore loin de son homologue allemande qui affiche 5,45 €/kg.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

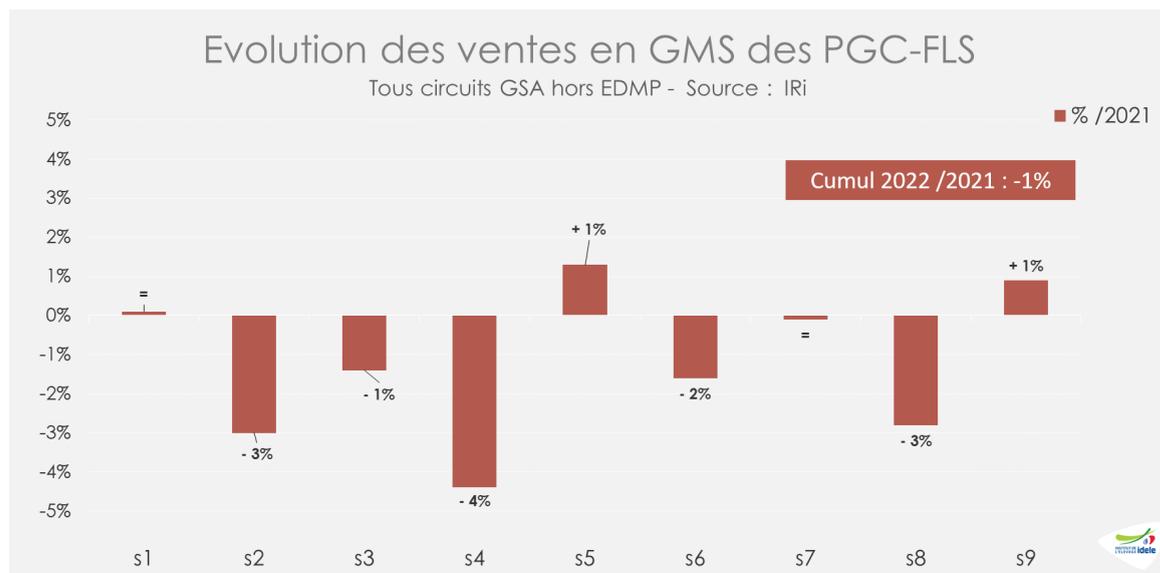
L'inflation alimentaire restait limitée en début d'année

Dernière révision le 22 mars 2022

La Covid-19 a laissé des traces : l'activité de la RHD reste en retrait par rapport à l'avant pandémie quand les ventes au détail, notamment de viande hachée, sont encore soutenues. Début 2022, avant l'invasion russe en Ukraine, l'inflation de l'énergie était déjà élevée. Ce n'était pas le cas de l'alimentaire. Le conflit pourrait néanmoins changer la donne.

Les ventes au détail toujours supérieures à l'avant pandémie

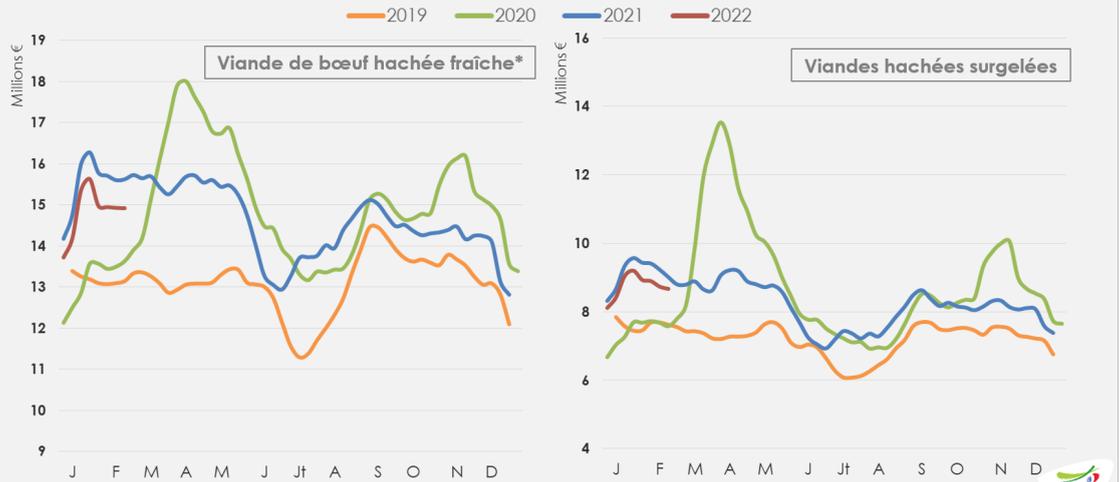
Avant l'entrée en conflit de la Russie avec l'Ukraine, les modes de consommation étaient toujours affectés par la pandémie de Covid-19. Les ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) pour l'année 2021 étaient encore très supérieures à celles d'avant crise, en volume comme en valeur. Depuis le début de 2022, les ventes de PGC-FLS sont toujours supérieures aux niveaux d'avant pandémie. Sur neuf semaines, elles ont cependant été en léger retrait par rapport à l'année dernière (-1% /2021), marquée alors par un couvre-feu à 18 heures et des cafés et restaurants qui restaient fermés.



C'est notamment le cas pour les ventes de viandes hachées, qui sont restées soutenues et nettement supérieures à l'avant pandémie. En cumul sur les huit premières semaines de 2022, les ventes de haché frais (-4% /2021 et +12% /2020) comme de haché surgelé (-4% /2021 et +17% /2020) restaient dynamiques.

Ventes (VALEUR) au détail de viandes hachées – moyennes mobiles 4 semaines

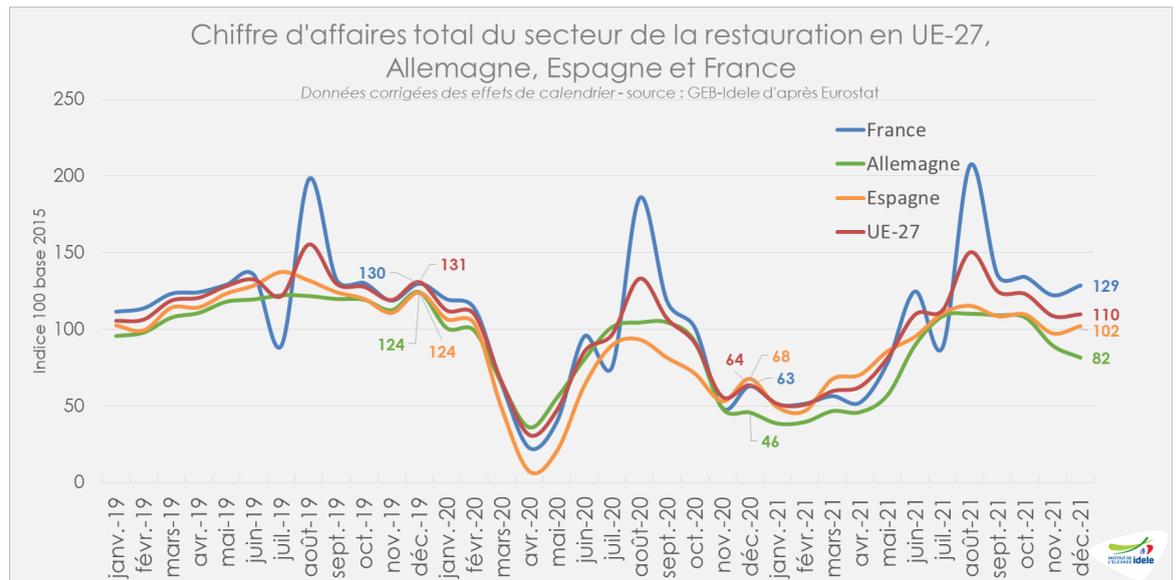
Libre service poids fixe / Hypermarché, Supermarché, e-commerce GSA - Source : Idele-GEB d'après IRI



* viande hachée pur bœuf + viande hachée bœuf vrac + viande hachée bœuf aromatisée

La reprise du secteur de la RHD est restée partielle.

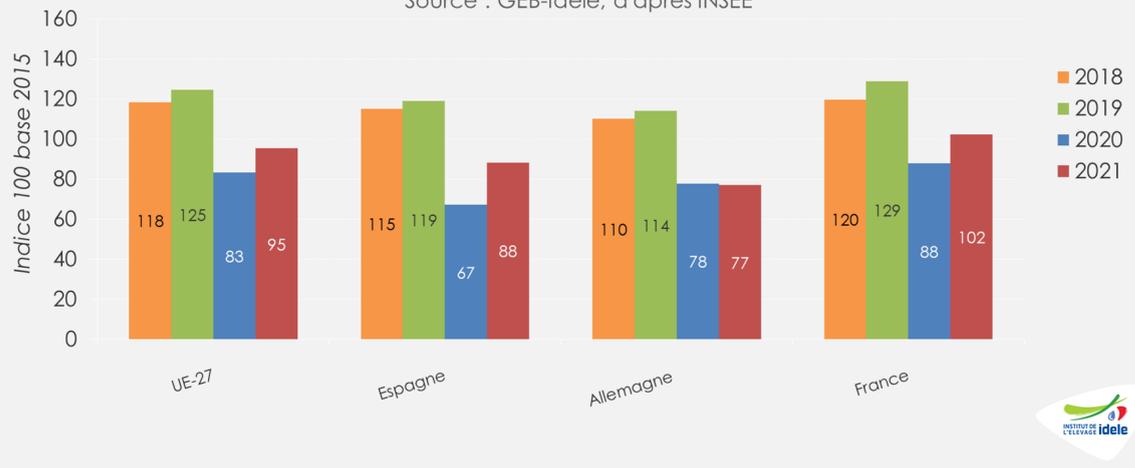
Avec les habitudes prises lors des différents confinements et le développement des consommations à domicile, le chiffre d'affaires de la restauration peinait à retrouver son niveau pré-pandémie. En **décembre 2021**, il restait en France légèrement inférieur à l'avant pandémie (-1% /2019 mais x2 /2020). Ce constat était plus marqué ailleurs en UE, comme en Espagne (+51% /2020, mais -18% /2019) ou en Allemagne (+78% /2020, mais -34% /2019).



Sur l'ensemble de l'année 2021, les reprises de la restauration hors domicile ont été très disparates : nulle en Allemagne (-1% /2020 et -33% /2019), plus soutenue mais seulement partielle en Espagne (+31% /2020 et -26% /2019) comme en France (+16% /2020 et -21% /2019).

Évolution du chiffre d'affaires de la restauration en France, Espagne, Allemagne et UE-27

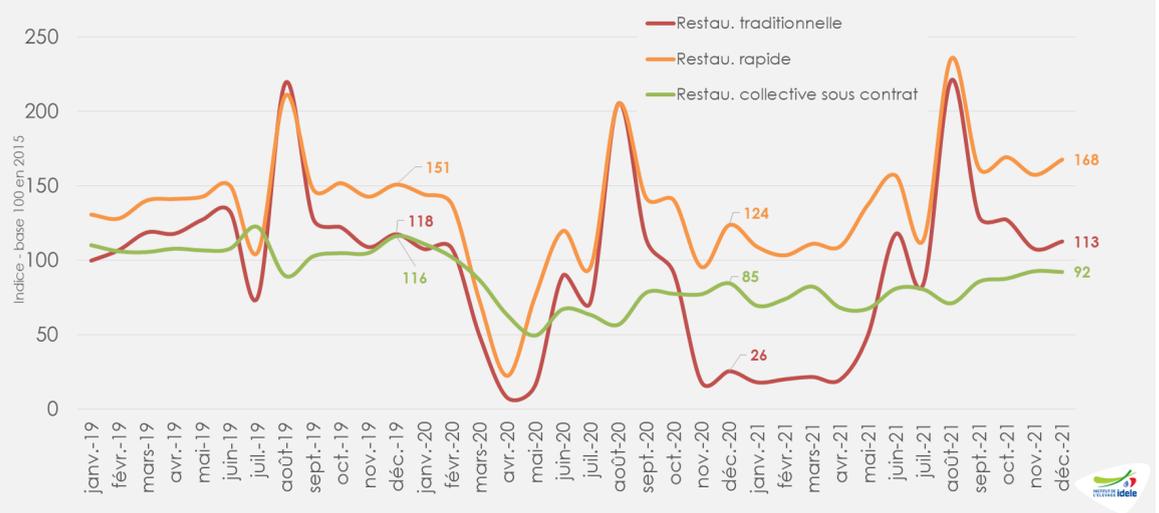
Source : GEB-Idele, d'après INSEE



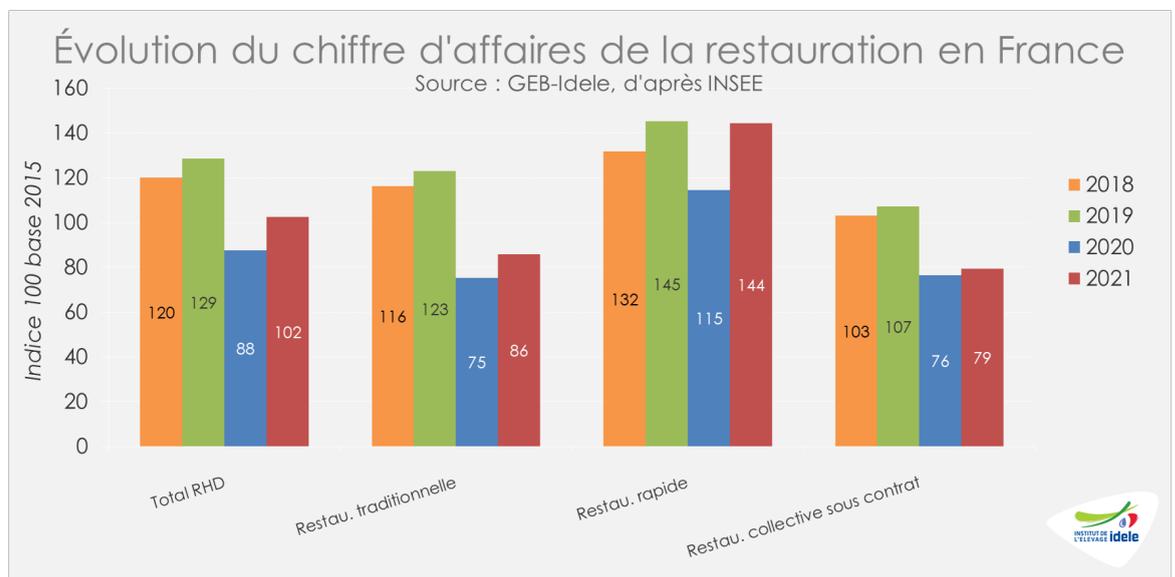
En France, la restauration rapide a continué de soutenir le secteur de la restauration **en décembre 2021** (+36% /2020 et +11% /2019). Les ventes des autres types de restauration restent à la traîne comme la restauration traditionnelle (x4,5 /2020, mais -4% /2019) et surtout la restauration collective (+9% /2020, mais -21% /2019) toujours affectée par les habitudes prises lors de la pandémie et le télétravail qui s'installe dans la durée.

Évolution du chiffre d'affaires de la restauration en France

Source : GEB-Idele, d'après INSEE

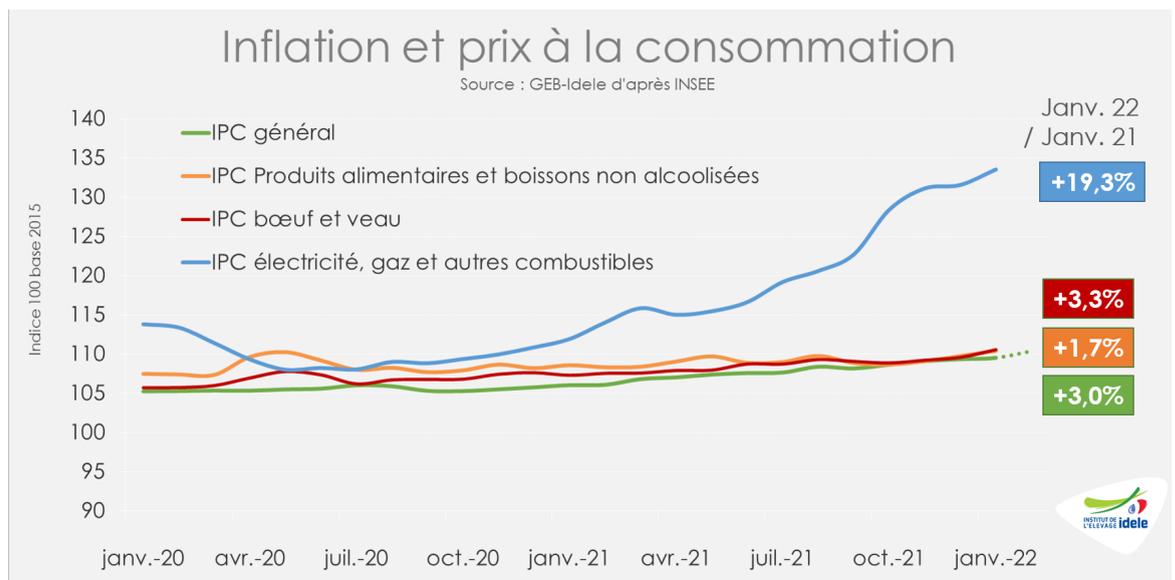


Sur l'ensemble de l'année 2021, la pandémie n'aura presque pas laissé de traces sur l'activité de la restauration rapide (+26% /2020 et -1% /2019). Mais les fermetures du début d'année et les habitudes prises (déjeuner à domicile, télétravail...) ont continué de peser sur les autres segments de la RHD comme les restaurations traditionnelle (+14% /2020, mais -30% /2019) et surtout collective (+4% /2020, mais -26% /2019).



Face à la forte inflation énergétique, l'inflation alimentaire est restée modérée pour l'instant

Après une courte pause fin 2021, les prix de l'énergie sont repartis à la hausse, surtout après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Avant cela, entre janvier 2021 et janvier 2022, les prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles s'étaient déjà appréciés de près de +19%. En comparaison, l'inflation alimentaire était relativement limitée (+1,7% /2021). Les hausses de prix pour les viandes de bœuf et de veau étaient légèrement supérieures (+3,3%) et proche de l'inflation globale (+3,0%).



Les hausses des prix de l'énergie continuent de peser sur les budgets des ménages notamment les plus modestes. D'après Kantar, « depuis quelques semaines les Français anticipent des hausses de prix pour leur alimentation et la médiatisation sur le sujet des prix et du pouvoir d'achat vient exacerber une sensibilité prix/promotion déjà bien installée chez les consommateurs ». En effet, si l'INSEE classe 15% des foyers comme « modestes », Kantar estime que 32% des ménages représentent des foyers « vulnérables », c'est à dire des foyers qui se sentent en situation de précarité et craignent le déclassement, ce qui laisse présager une consommation à deux vitesses. « Cette typologie de ménages a pour intention de réduire tous les postes de dépenses alimentaires et non alimentaires, en limitant l'achat de certaines catégories ou en envisageant d'acheter plus de 1^{er} prix, [...], de produits en promotion [...] ». Cependant, ce sont les produits de base, « premiers prix » qui sont d'abord affectés par l'inflation, voire les effets de la pandémie de grippe aviaire qui reprend fortement depuis quelques semaines et pourraient provoquer une forte hausse des protéines animales les moins chères, œufs et volaille.

L'accélération de l'inflation est déjà perceptible. En février 2022, l'INSEE anticipait la poursuite de la hausse de son indice général des prix à la consommation (+1% /janvier 2022). Depuis, l'invasion de l'Ukraine par la Russie fait peser un risque important sur les prix et la croissance. D'après la Banque de France, l'inflation devrait atteindre entre 3,7% et 4,4% en 2022, cette forte hausse étant alimentée par les prix de l'énergie, mais aussi ceux de l'alimentation.

En attendant, les premiers effets de la crise en Ukraine se sont fait directement sentir sur le coût de l'énergie et les prix des matières premières qui pèsent sur les coûts de production en élevage.

Les Douanes françaises ont modifié le mode de collecte des données de commerce extérieur. Les statistiques détaillées n'ont pas été mises à jour et s'arrêtent aux données provisoires du mois de décembre 2021. Les statistiques détaillées relatives à janvier 2022 ne seront diffusées que lorsqu'une analyse de leur qualité aura été possible.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

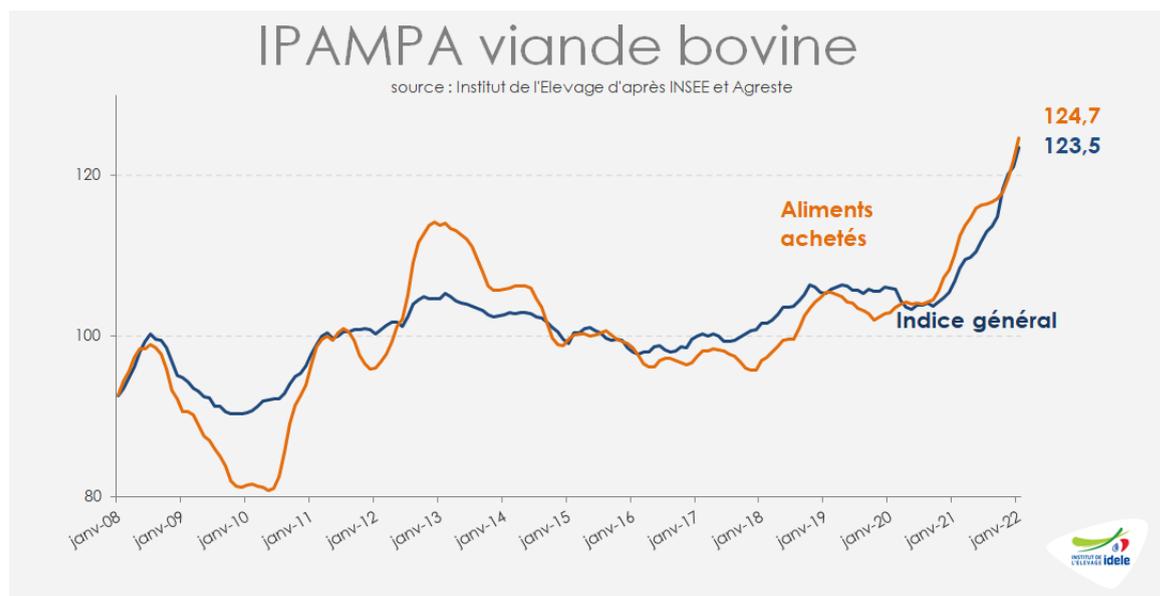
Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges

Dernière révision le 22 mars 2022

Les faibles disponibilités, en particulier en vaches laitières et en jeunes bovins, dans un contexte européen similaire, permettent des hausses de prix inédites sur toutes les catégories de bovins. La très forte hausse des charges est toutefois un gros point noir pour les éleveurs. En janvier 2022, l'IPAMPA viande bovine affichait ainsi une hausse de +16% /2021.

Des charges en très forte hausse

En janvier 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) se situait au niveau record de 123,5 (+15,6% /2021 et +16,5% /2020). L'indice des aliments achetés était à +13% /2021 et +19% /2020 et celui des énergies et lubrifiants à +41% /2022 et +21% /2020. L'attaque de l'Ukraine par l'Armée russe a engendré à partir de février une envolée des prix de tous les intrants qui laissera des impacts durables sur les coûts de production de l'ensemble des élevages en 2022.



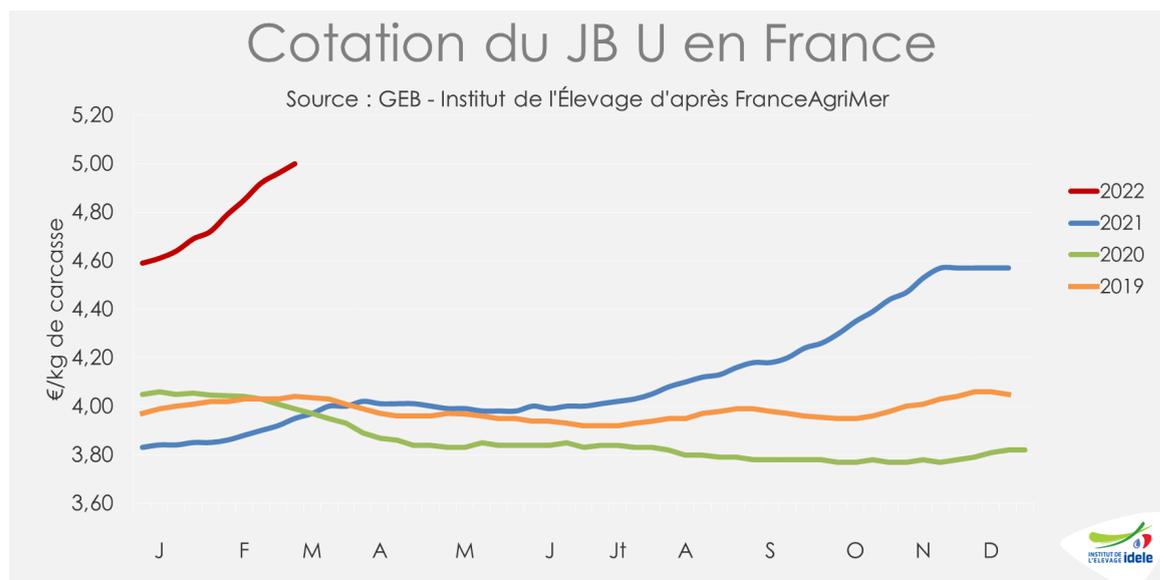
Face à cette inflation globale, les prix des bovins finis ont poursuivi leur hausse. Le prix moyen pondéré (PMP) des gros bovins finis entrée abattoir s'établissait en janvier à 4,17 €/kg de carcasse (+17% /2021 et +20% /2020). Il a encore progressé en février, à 4,41 €/ (+23% /2021 et +26% /2020).

Manque de JB dans l'Hexagone, alors que la demande export reste forte

Il y a toujours peu de JB à abattre en France. Le contexte haussier du marché incite certains éleveurs à différer la vente de leurs animaux afin de gagner à la fois du poids et quelques centimes au kg. Ainsi, sur les semaines 7 à 10, le nombre de JB abattus a enregistré un recul prononcé par rapport à 2021 : -7% pour les JB de type viande et -10% pour les JB de type lait. Ils étaient en moyenne plus âgés que l'année passée : +2 jours pour les JB viande et +3 jours pour les JB lait.

L'ensemble du marché européen est dans une situation similaire, ce qui fait grimper les prix dans tous les États membres et dope la demande adressée aux exportateurs français. En quatre semaines, les cotations françaises des JB ont gagné entre 21 et 32 centimes selon la conformation. Celle du JB U a atteint 5,00 €/kg de carcasse en semaine 10 (+27% /2021 et +25% /2020).

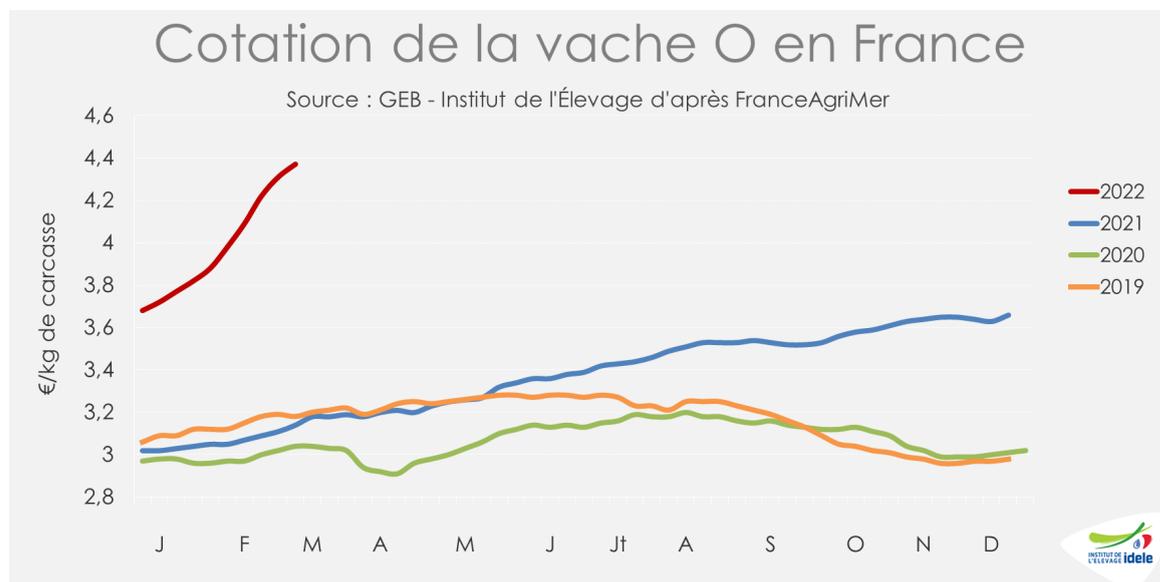
A ce niveau, elle reste pourtant très largement devancée par la cotation allemande, à 5,45 €/kg ! Le JB R français cotait 4,83 €/kg en semaine 10 (+28% /2021 et +26% /2020) contre 5,41 €/kg pour le JB R allemand. Le JB O cotait 4,35 €/kg (+31% /2021 et +29% /2020) contre 5,12 €/kg pour son homologue allemand.



Flambée des cours des vaches laitières

Les abattages de vaches laitières restent en retrait (-3% /2021 sur les semaines 7 à 10 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev). Non seulement les effectifs de vaches laitières en France étaient toujours en repli de -1,7% /2021 au 1^{er} février, mais le contexte favorable sur le marché des produits laitiers incite les éleveurs à limiter les réformes. Certes, la hausse des charges pèse sur les exploitations laitières, mais le prix du lait se renchérit et redevient incitatif.

Ce recul de l'offre, alors que la demande pour le haché reste ferme, tire les prix à la hausse. La cotation de la vache O a ainsi gagné +39 centimes sur les quatre dernières semaines pour bondir à 4,37 €/kg de carcasse en semaine 10 (+39% /2021 et +44% /2020). Celle de la vache P a gagné +43 centimes à 4,27 €/kg (+46% /2021 et +59% /2020).

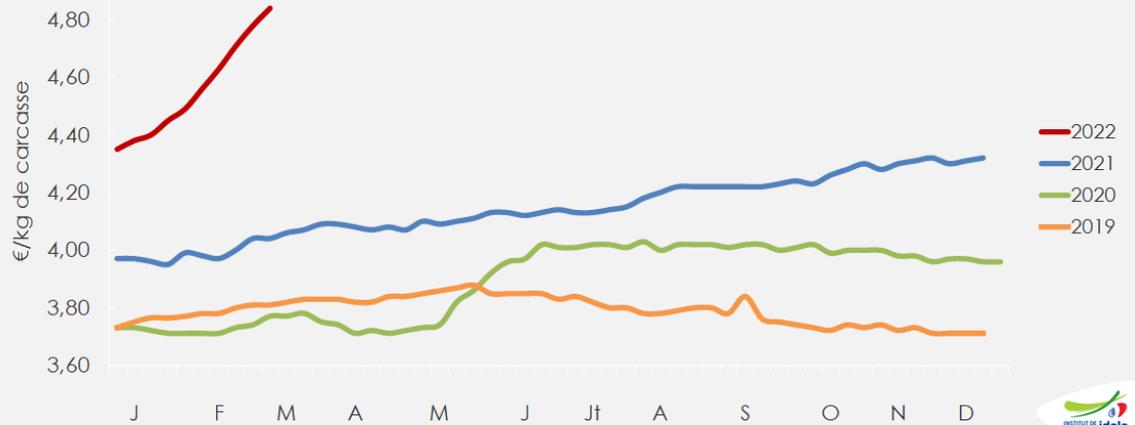


Les prix des vaches allaitantes suivent le mouvement

La cotation de la vache U a gagné +18 centimes sur les 4 dernières semaines pour atteindre 5,20 €/kg de carcasse (+13% /2021 et +20% /2020). Celle de la vache R a gagné +28 centimes à 4,84 €/kg (+20% /2021 et + 28% /2020). Ces cotations des réformes allaitantes sont donc toujours poussées par la plus forte hausse des réformes laitières.

Cotation de la vache R en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Les abattages de vaches de type viande sur les semaines 7 à 10 étaient en baisse de -4% /2021, tout comme ceux de génisses. Cette évolution est en ligne avec celle du cheptel allaitant qui au 1^{er} février affichait un recul d'effectif de -2,9% /2021.

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



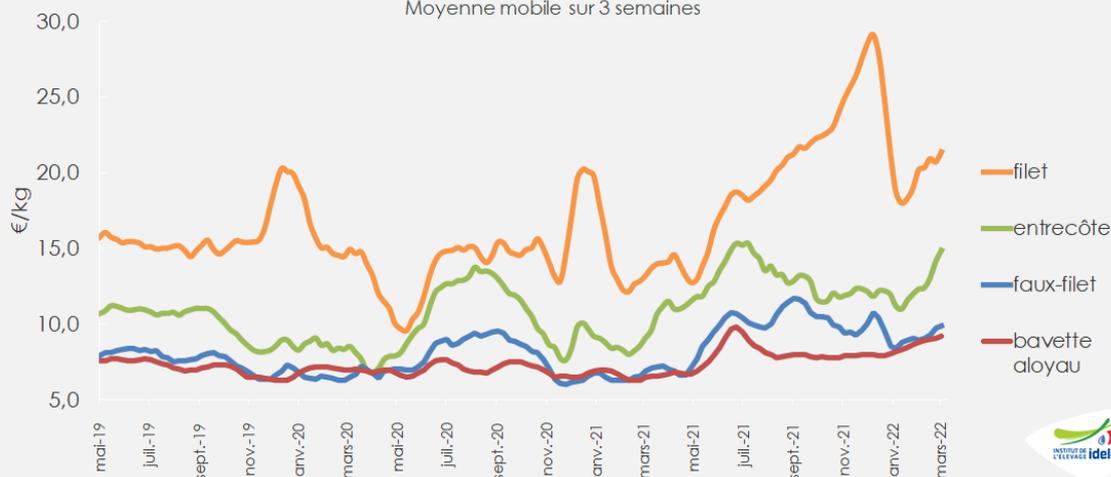
Les prix des muscles importés très élevés et en hausse

Les prix élevés sur le marché européen, alors que le secteur de la restauration en France a repris quelques couleurs, ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis.

Le 11 mars, la bavette d'ailloy semi-parée origine UE était à 9,25 €/kg (+40% /2021 et +30% /2020), le faux filet à 9,75 €/kg (+35% /2021 et +44% /2020), l'entrecôte à 14,85 €/kg (+56% /2021 et +75% /2020) et le filet à 21,95 €/kg (+59% /2021 et +41% /2020).

Prix des pièces de boeuf origine UE à Rungis

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RNM FranceAgriMer, muscles semi-parés sous vide, vache
Moyenne mobile sur 3 semaines



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » pénurie d'offre, hausse des cours et des coûts

Dernière révision le 22 mars 2022

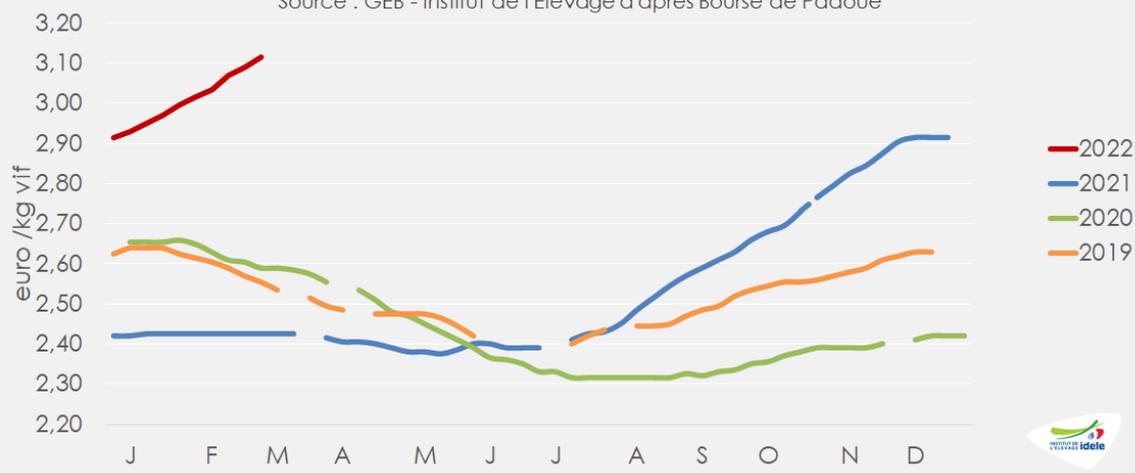
Dans tous les États membres, les jeunes bovins se font rares, ce qui tire les cours à la hausse. Les engraisseurs retiennent pour l'instant leurs animaux afin de gagner quelques centimes, réduisant un peu plus l'offre. L'envolée des coûts de production inquiète toutefois les éleveurs, en particulier dans les pays du Sud de l'Europe plus dépendants de l'achat de matière première d'origine mer Noire.

Italie : cours en hausse, en mâles comme en femelles

En **Italie**, l'offre en ferme comme importée reste limitée et les engraisseurs, en position de force, n'hésitent plus à réclamer des hausses de prix afin de compenser au moins partiellement l'envolée de leurs coûts de production. Les cours des jeunes bovins finis poursuivaient donc leur hausse début mars, à l'encontre de la baisse saisonnière habituelle. La cotation du JB mâle charolais sur la bourse de Padoue a encore gagné +10 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,12 €/kg vif en 2^{ème} semaine de février (+29% /2021 et +20% /2020). Celle du mâle limousin a gagné +9 centimes à 3,22 €/kg vif (+16% /2021 et 2020).

Cotation des mâles Charolais finis à Padoue

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Padoue



Les femelles ne sont pas en reste. Leurs prix progressent fortement depuis l'automne dernier, alors qu'ils sont d'habitude beaucoup plus stables que ceux des mâles. Sur la bourse de Modène, la femelle charolaise a encore gagné +6 centimes en quatre semaines pour atteindre 3,12 €/kg vif (+15% /2021). La femelle limousine a gagné également +6 centimes à 3,31 €/kg (+13% /2021).

Cotation de la femelle charolaise 480-550 kg à Modène

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène



Toutefois, la guerre en Ukraine inquiète le secteur. Même si les céréales importées sont plutôt destinées à l'alimentation des monogastriques, les craintes de ruptures d'approvisionnement et de spirale inflationniste sont largement partagées, d'autant que le pays est soumis à une sécheresse qui pourrait réduire les récoltes nationales. A l'inverse, la demande en aliments du bétail est affectée par les épizooties en cours dans le Piémont et la plaine du Pô : grippe aviaire et fièvre porcine africaine.

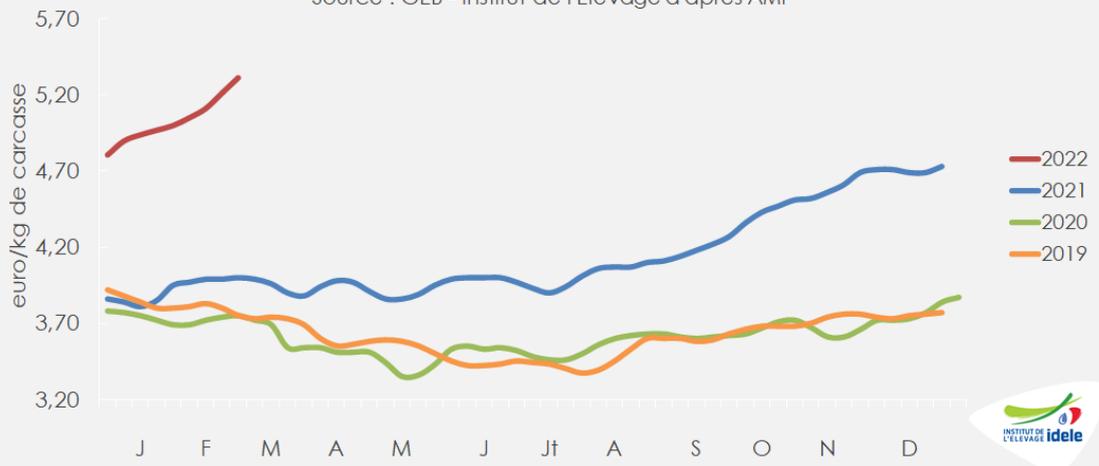
Côté consommation, la hausse du prix des carburants réduit le pouvoir d'achat et les distributeurs s'attendent à une modification de la composition du panier des ménages. Mi-mars, les annonces de grèves de transporteurs ont plutôt incité les distributeurs à commander leurs viandes avec un peu d'avance afin d'éviter les ruptures en magasin.

Allemagne : un manque d'offre criant, le JB O à 5,12 € !

En **Allemagne**, la faiblesse de l'offre continue de faire grimper les prix. Et les engraisseurs, comme en France, tentent de gagner quelques centimes et quelques kg en retenant leurs animaux quelques jours de plus. La cotation du JB U a atteint 5,45 €/kg de carcasse en semaine 10 (+37% /2021 et +47% /2020), celle du JB R 5,41 €/kg (+38% /2021 et +48% /2020) et celle du JB O 5,12 €/kg (+39% /2021 et +50% /2020).

Cotation du JB U en Allemagne

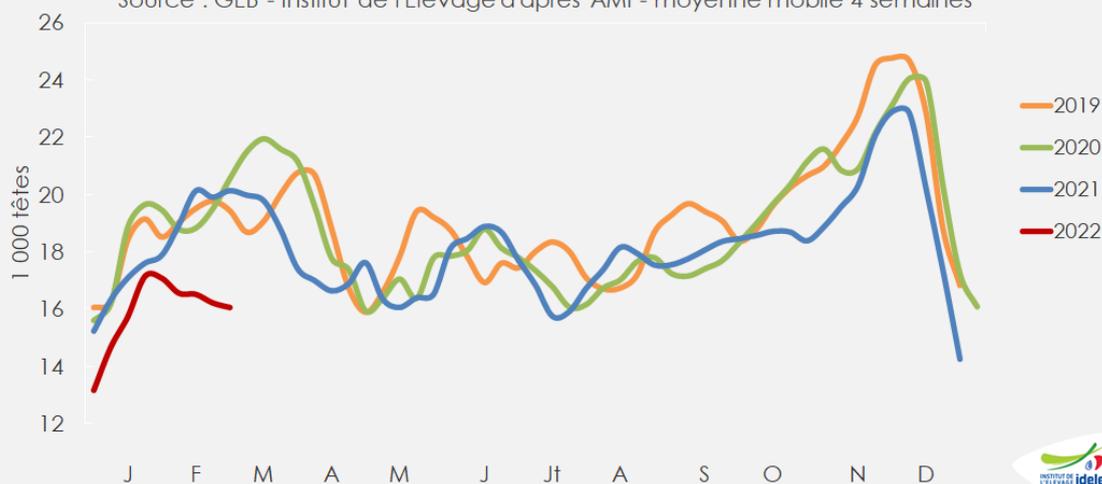
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



D'après l'indicateur hebdomadaire d'abattages, le nombre de taurillons abattus sur les semaines 7 à 10 était en très fort recul par rapport aux années précédentes : -14% /2021 et -17% /2020. La baisse des sorties est amplifiée par la rétention en élevage.

Abattages hebdomadaires de JB en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



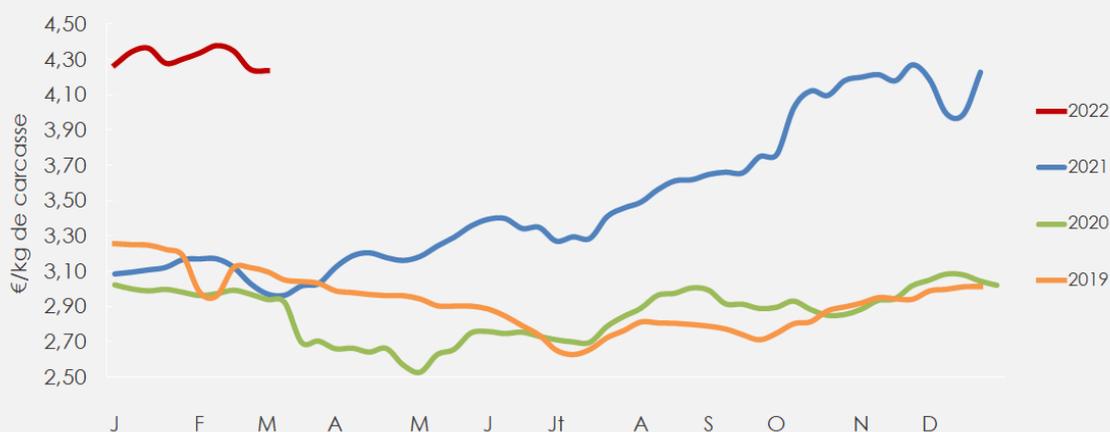
Rappelons que l'enquête cheptel de novembre enregistrait une baisse de -2,7% du nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans par rapport à fin 2020, soit -22 000 têtes. La petite hausse des effectifs de 8-12 mois (+5 000 têtes ou +1,3%), sans doute liée à la hausse des prix des JB finis à partir du printemps, ne compensera pas la baisse des plus âgés.

Pologne : le zloty décroche, induisant une baisse de prix en euros

En **Pologne**, la cotation du JB O est retombée à 4,24 €/kg de carcasse en semaine 9, mais reste très élevée par rapport aux années précédentes (+40% /2021 et +43% /2020). Les cours restent en forte hausse en monnaie nationale, tirés par la pénurie sur le marché européen. La cotation du JB O en zloty a gagné +4% en huit semaines pour remonter à 20,28 zlotys/kg de carcasse (+47% /2021 et +59% /2020).

Cotation polonaise du JB O

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



Comme toutes les monnaies d'Europe centrale, le zloty a dévissé suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, faisant craindre une inflation encore plus forte que dans la zone euro. Une forte baisse du pouvoir d'achat en Pologne conduirait à une hausse de la part de viande bovine exportée sur le marché européen. Mais la marge de progression est faible, la Pologne exportant déjà 85% de sa production abattue. En outre, l'afflux de réfugiés ukrainiens (1,8 million au 15 mars) augmente la demande alimentaire.

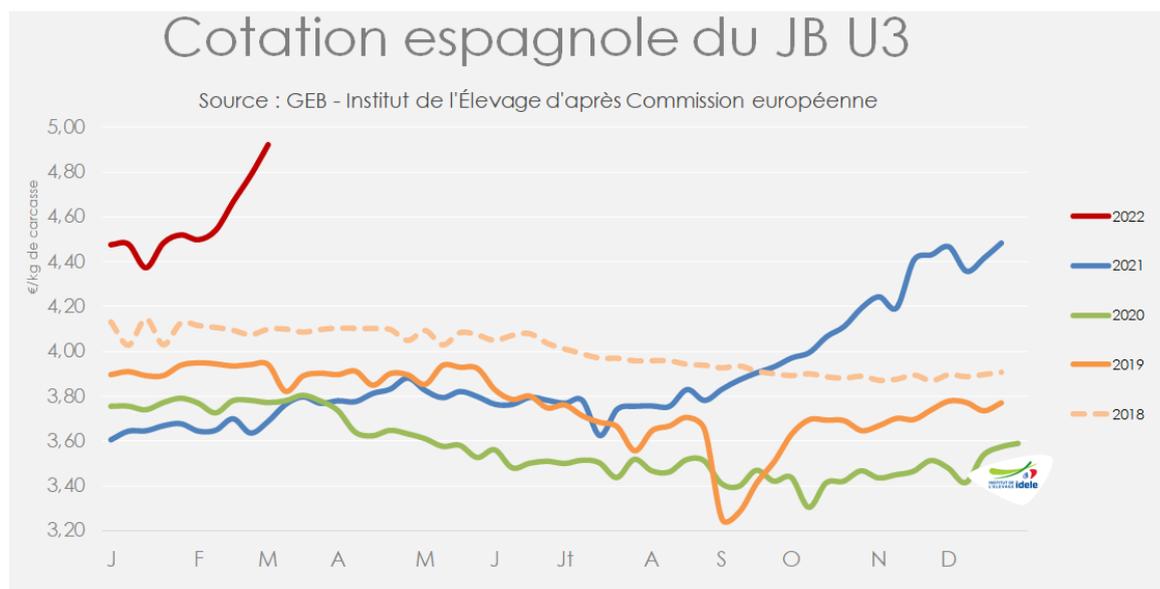
D'après les experts polonais, la production nationale pourrait être stable en 2022 par rapport à 2021, à 556 000 téc. Les chiffres provisoires de l'enquête cheptel de décembre indiquaient un nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans dans les fermes polonaises en hausse de +6% /2020 à 928 000 têtes, ce qui pourrait aboutir à un rebond de la production de taurillons en 2022. Cependant, le nombre de vaches laitières était en recul de -4% à 2,035 millions de têtes, de même que celui de vaches allaitantes (-4% à 253 000 têtes après 14 années de hausse ininterrompue).

Espagne : les engraisseurs très inquiets de la flambée de leurs coûts

En **Espagne**, la hausse du prix de l'alimentation du bétail inquiète, de même que la possibilité de ruptures d'approvisionnement. L'Espagne est en effet très dépendante de l'importation pour la fabrication d'aliment et les systèmes d'engraissement bovin sont basés principalement sur des rations sèches.

Dans ce contexte, les engraisseurs parviennent à passer des hausses de prix, d'autant que le marché export reste particulièrement porteur, que ce soit en vif pour le pourtour méditerranéen en préparation du Ramadan comme en viande pour le marché européen.

La cotation du JB U a atteint 4,79 €/kg de carcasse en semaine 9 (+32% /2021 et +27% /2020) et celle du JB R 4,71 €/kg (+32% /2021 et +27% /2020).



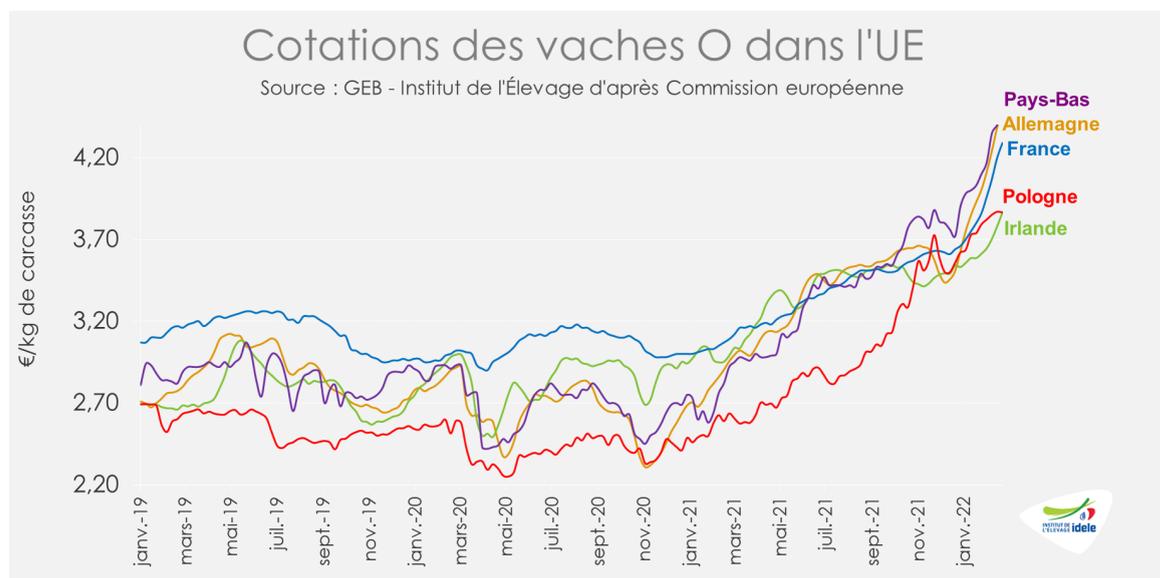
Tranchant avec le dynamisme des marchés export, la consommation nationale de viande bovine est morose, limitée par la forte baisse du pouvoir d'achat des Espagnols qui sont confrontés à une forte inflation. L'indice des prix à la consommation (IPC) a encore augmenté de +0,8% en février par rapport au mois précédent, passant à 7,6% sur un an, le plus élevé depuis décembre 1986, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique (INE). Et la hausse ne semble pas près de s'arrêter vu le contexte international.

Si la hausse des prix à la production est généralisée sur le marché européen, les industriels de la viande craignent d'être moins compétitifs que par le passé vers les pays de l'UE en raison de plusieurs hausses consécutives du salaire minimum interprofessionnel (SMI). La dernière, bien que non encore signée par les organisations patronales, a été annoncée début février par le Gouvernement de Pedro Sanchez et devrait porter le SMI à 1 165 euros bruts par mois avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022. Le Gouvernement espagnol s'est engagé à porter le salaire minimum à 60% du salaire moyen d'ici la fin de la législature en 2023. Ces hausses, les plus importantes depuis des décennies, sont destinées à hisser le salaire minimum espagnol au niveau de celui de ses voisins européens.

Viandes bovines » Femelles » Europe » Cours toujours en hausse

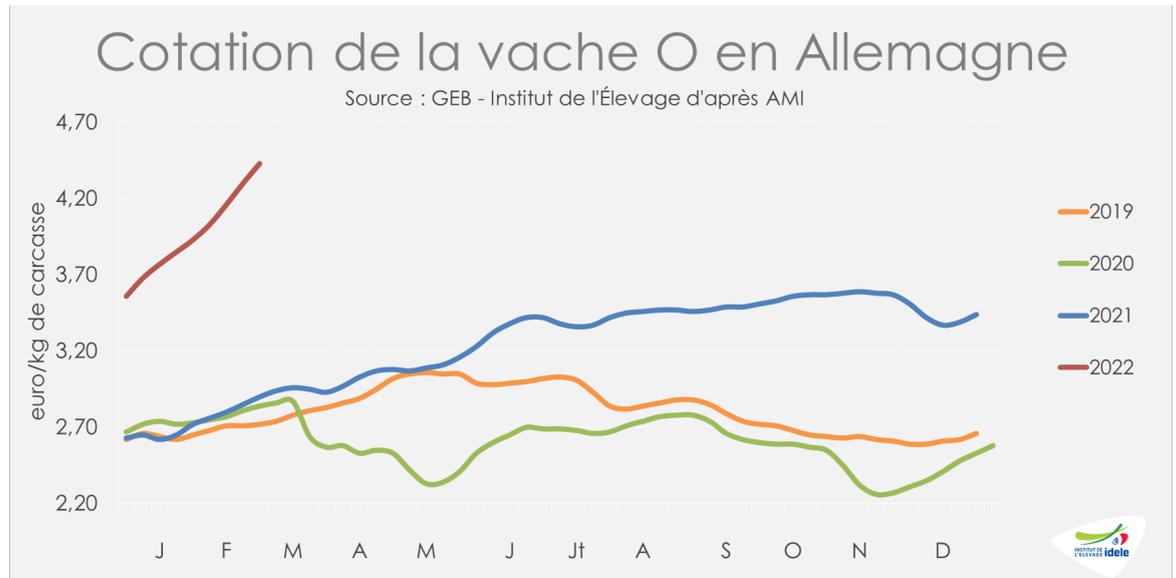
Dernière révision le 22 mars 2022

Le manque de vaches de réforme soutient les hausses des cours dans l'ensemble des pays producteurs. L'inflation et la hausse des prix des intrants inquiètent cependant les producteurs.

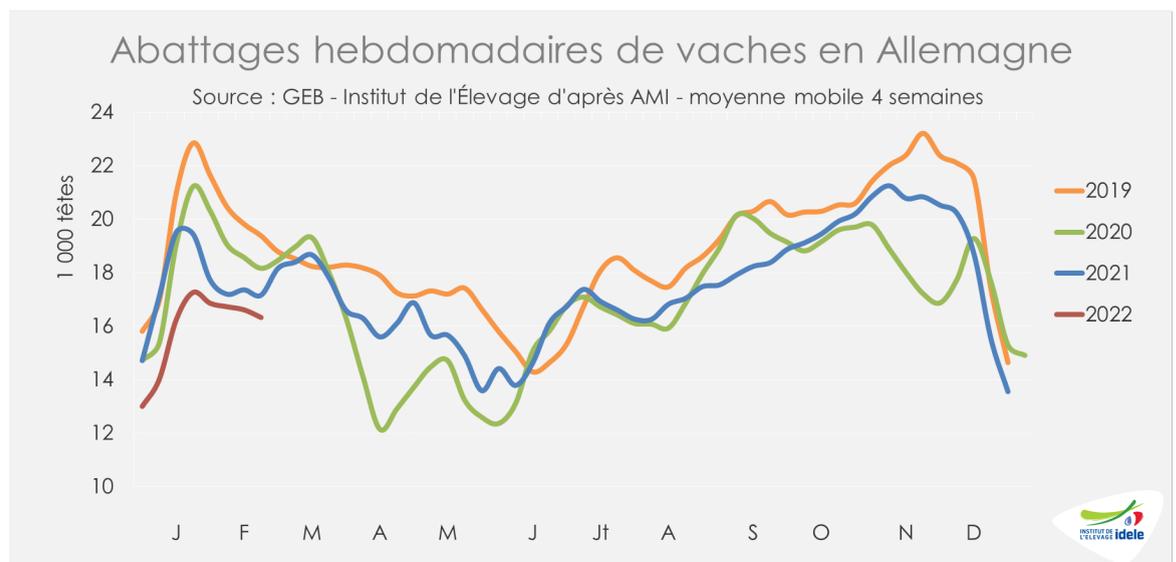


ALLEMAGNE : le manque de disponibilité soutient les cours

En **Allemagne**, les cours des réformes poursuivent leur nette progression. La cotation de la vache O avait déjà dépassé les 4,00 €/kg de carcasse mi-février. En semaine 9, elle atteignait désormais 4,43 €/kgéc (+53% /2021 et +56% /2020), soit 87 centimes de progression depuis le début de l'année !



En effet, si la demande des opérateurs allemands n'a rien d'exceptionnel pour la période, elle fait face à une offre sporadique. Sur les semaines 6 à 9, les abattages totaux de gros bovins étaient en retrait marqué (-10% /2021 et -12% /2020). Le constat est similaire pour les réformes (-5% /2021 et -10% /2020) alors que la conjoncture laitière reste favorable et que le cheptel souche n'a cessé de reculer au cours des dernières années.



D'après AMI, l'offre en femelles de boucherie restera limitée à court terme. Les prix pourraient donc continuer à augmenter si la demande se maintient.

IRLANDE : la demande des abatteurs participe à la hausse des abattages

En **Irlande**, la demande des opérateurs est particulièrement forte, portée par un marché européen en manque de marchandises. Les abatteurs irlandais n'hésitent plus à s'approvisionner au-delà de leur zone habituelle et les abattoirs fonctionnent à flux tendu. D'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais sur les quatre dernières semaines connues (s6 à s9), les abattages de gros bovins ont été soutenus (+17% /2021 et -1% /2020) quelle que soit la catégorie. C'est notamment vrai pour les vaches de réforme (+28% /2021 et +14% /2020).

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

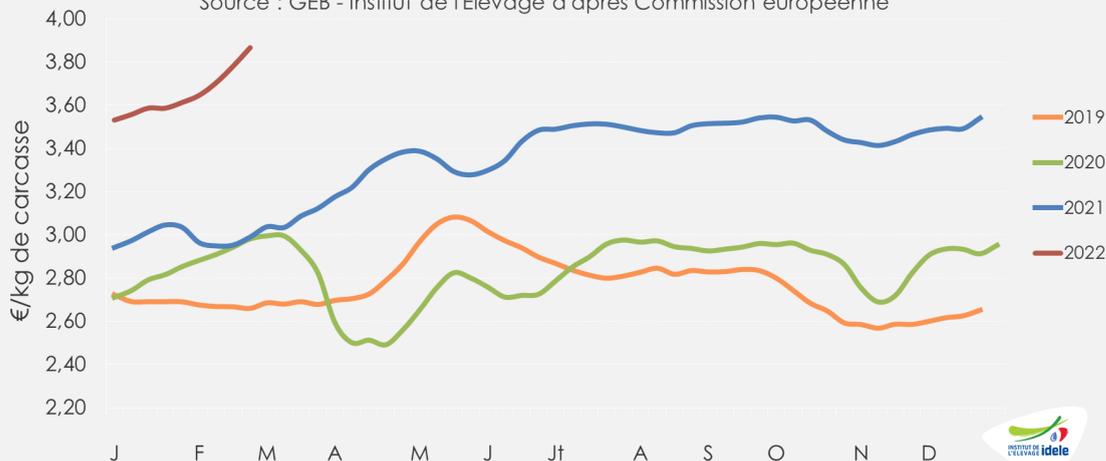
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



L'offre limitée sur le marché européen et les perspectives de commerce extérieur soutiennent la demande et les cours pour toutes les catégories en Irlande. En semaine 9, la cotation de la vache O atteignait ainsi 3,87 €/kg de carcasse (+29% /2021 et +30% /2020), une progression de +34 centimes depuis le début de l'année (+9%).

Cotation de la vache O en Irlande

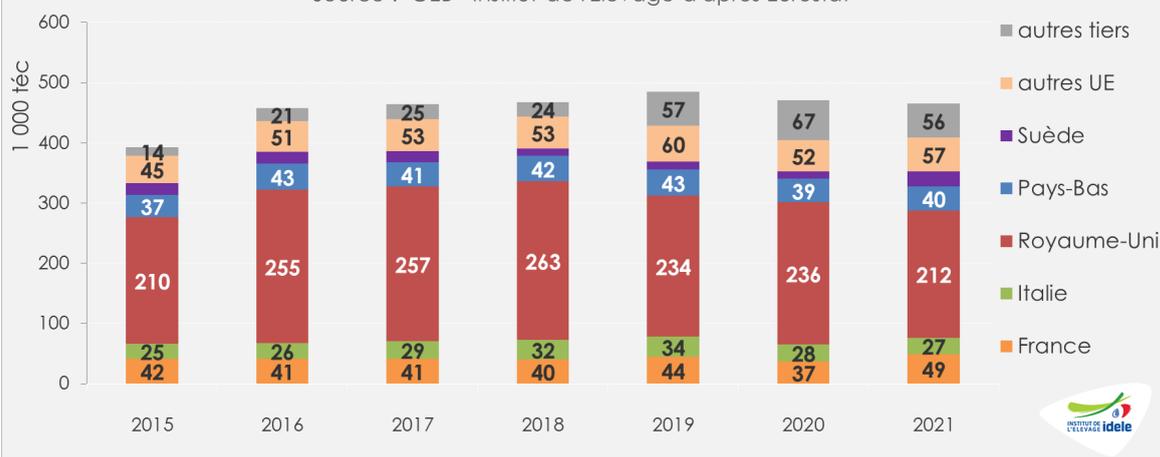
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



En attendant de connaître les premiers chiffres pour 2022, le bilan du commerce extérieur de viande bovine réfrigérée et congelée fait état d'une nouvelle contraction des exportations irlandaises en 2021. 465 000 téc ont été exportées sur l'année (-1% /2020 et -4% /2019) avec un recentrage des envois vers l'UE à 27. En effet, les envois vers le Royaume-Uni (-10% /2020 à 212 000 téc) comme vers les autres pays tiers (-16% à 56 000 téc) ont sensiblement reculé, faute de disponibilité et surtout face à une demande continentale pressante avec la réouverture de la restauration à partir de la fin du printemps.

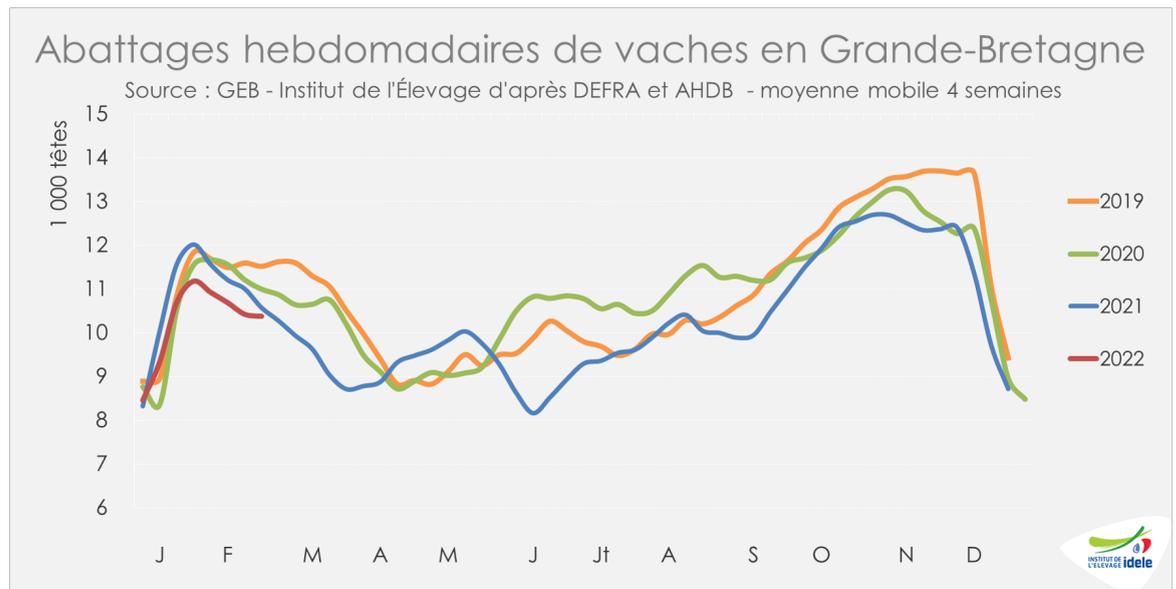
Exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

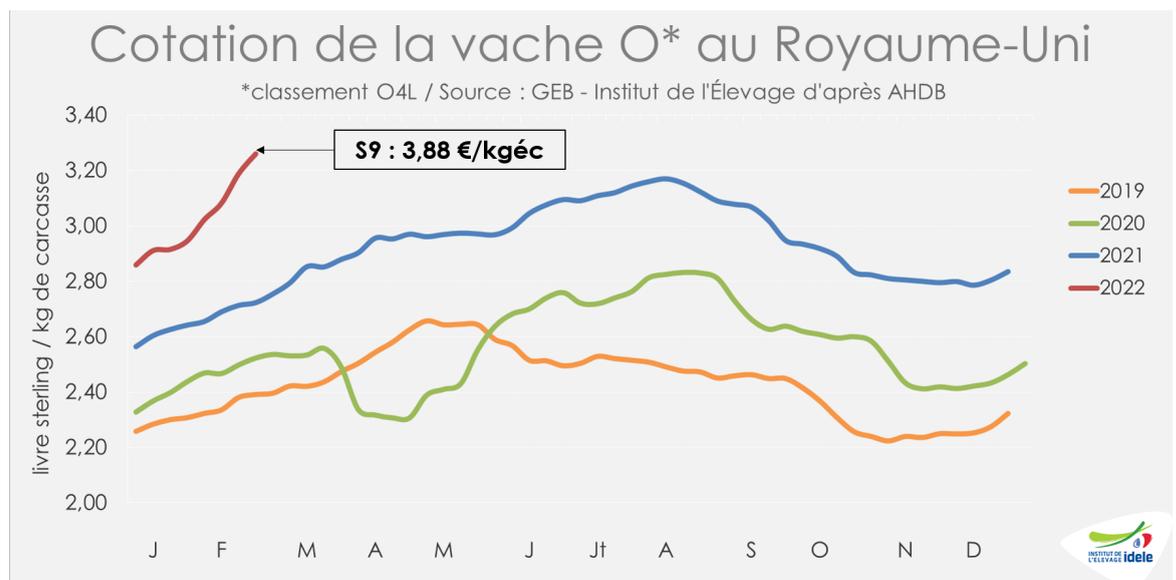


ROYAUME-UNI : des cours des réformes toujours plus élevés

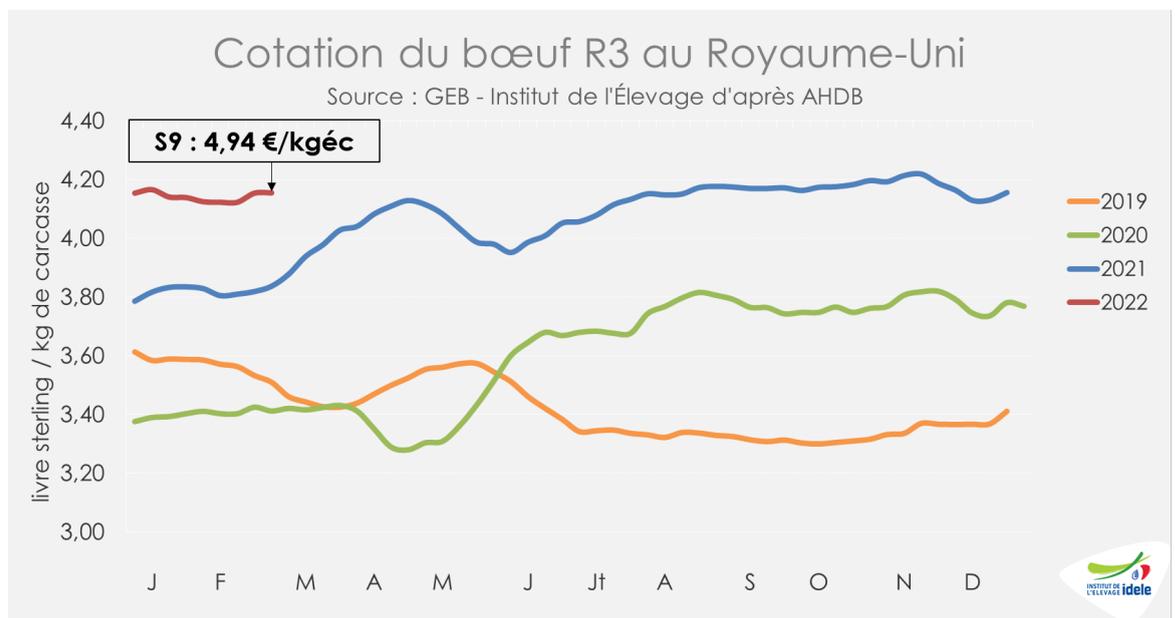
Au Royaume-Uni, les abattages restent globalement en retrait depuis le début de 2022. La production de viande bovine s'est cependant partiellement redressée en février, tirée par une augmentation des abattages d'animaux jeunes (« *prime cattle* »). Entre les semaines 6 et 9, les abattages de gros bovins restaient toujours inférieurs aux années précédentes (-2% /2021 et -4% /2020) d'après l'indicateur d'AHDB. Ceux de vaches de réformes s'inscrivaient dans cette tendance (-2% /2021 et -6% /2020).



Comme partout en Europe, le manque de réformes sur le marché intérieur et la demande de viande de transformation participent à soutenir les cotations. En semaine 9, la cotation de la vache O a ainsi dépassé 3,26 £/kg de carcasse soit 3,88 €/kg (+18% /2021 et +29% /2020), soit une progression de +14% depuis le début de l'année.



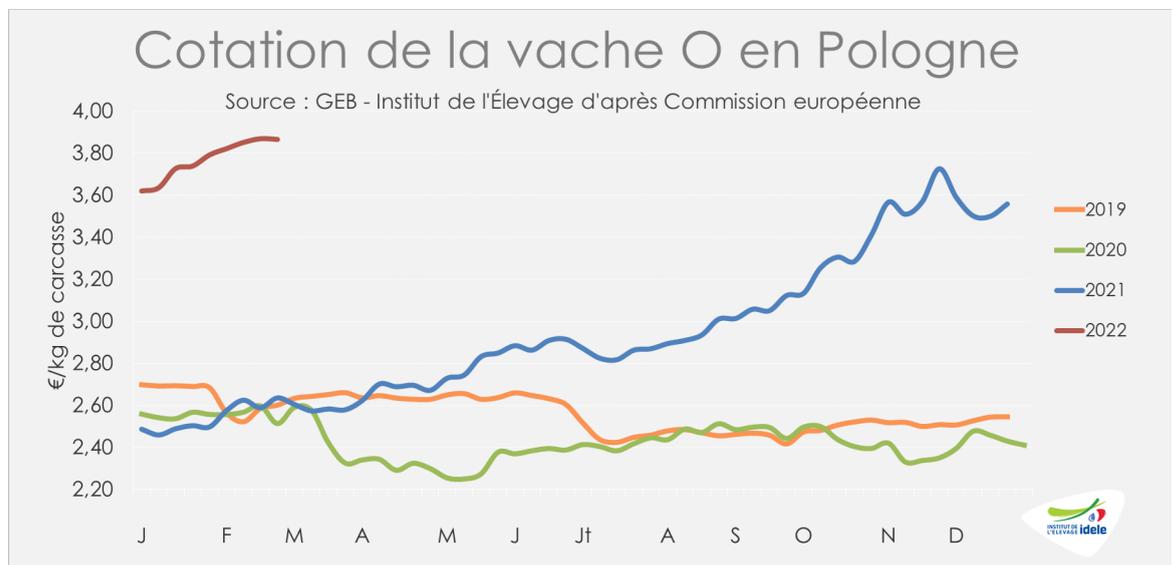
En parallèle, après plusieurs semaines de stagnation, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») se sont légèrement redressées. En semaine 9, le cours du bœuf R3 atteignait 4,16 £/kg de carcasse (+8% /2021 et +22% /2020), soit 4,94 €/kg de carcasse.



Comme ailleurs, le coût des aliments achetés ne cesse de progresser ce qui pose des questions à terme sur la finition, notamment de *prime cattle*. Pour le moment, cela ne se traduit pas dans les poids constatés à l'abattage qui restent stables, quelle que soit la catégorie.

POLOGNE : les cours des réformes soutenus par la demande européenne

En **Pologne**, le manque de vaches de réforme sur le marché communautaire pour fournir la transformation et la restauration rapide continue de soutenir les cotations polonaises. Les opérateurs sont à l'achat pour fournir à l'export. En semaine 9, le cours de la vache O était à 3,87 €/kg de carcasse (+47% /2021 et +54% /2020) un plus haut historique. Si les prix semblent plafonner en euros depuis quelques semaines, il s'agit d'un effet de taux de change, le zloty se dépréciant par rapport à l'euro. En effet, les monnaies d'Europe centrale dévissent depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'inflation est ainsi encore beaucoup plus forte en Pologne que dans la zone euro, ce qui pourrait réduire la demande nationale. A l'inverse, la population à nourrir dans le pays a augmenté avec près de 1,8 million de réfugiés ukrainiens le 15 mars selon l'Organisation Internationale des Migrations (ONU).



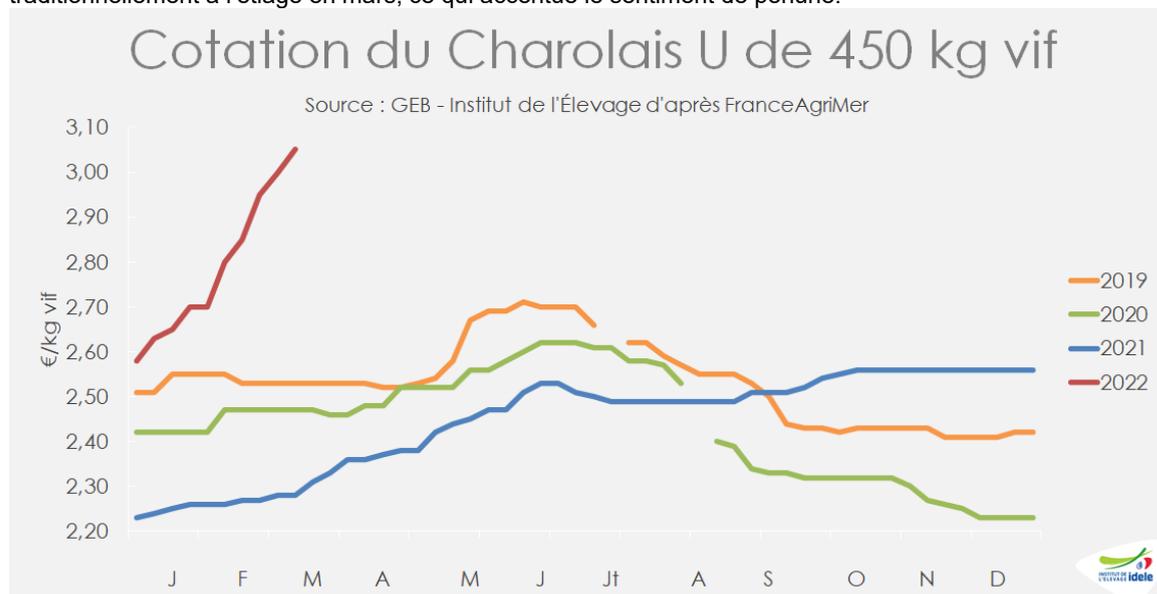
Viandes bovines » Maigre » Le manque d'offre tire les prix à la hausse

Dernière révision le 22 mars 2022

Les cotations des broutards mâles et femelles suivent une vive hausse depuis le début de l'année. L'offre est réduite par la faiblesse des naissances en 2021 alors même que la demande en maigre se maintient en France et à l'étranger, dans une Europe en manque de viande. L'offre de broutards restera faible en France ces prochains mois, les effectifs de 0-6 mois étant en recul. Les Italiens sont restés fermes dans leurs achats en janvier et février, tandis que les pays tiers ont eu plus de mal à s'approvisionner, faute de disponibilités.

Les prix de broutards poursuivent leur hausse rapide

Les mises en place françaises se poursuivent tandis que les engraisseurs italiens cherchent à remplir leurs ateliers, dans un contexte où l'offre en broutards est inférieure à la demande. La hausse des prix s'est accélérée en février-mars pour toutes les catégories de gros bovins maigres : l'offre de broutards est traditionnellement à l'étiage en mars, ce qui accentue le sentiment de pénurie.



Le mâle Charolais U de 450 kg vif a pris +25 cts en quatre semaines et cotait 3,05 €/kg vif en semaine 10, soit +34% (+77 centimes) par rapport au très bas niveau 2021 et +23% /2020 (+58 cts). Malgré tout, cette hausse de prix ne couvre pas la hausse des charges, alors que l'alimentation animale, le carburant et les engrais qui flambaient déjà en début d'année, ont subi des hausses inégalées depuis le l'invasion de l'Ukraine le 24 février.

Le Charolais U de 350 kg vif a suivi le même rythme haussier. Son cours a progressé de +30 cts en quatre semaines, à 3,20 €/kg vif en semaine 10 (+27% ou +68 cts /2021 et +18% /2020). Le cours du mâle limousin E de 350 kg s'est apprécié de +21 cts en quatre semaines, à 3,19 €/kg en semaine 10 (+17% ou +47 cts /2021 et +13% /2020).

En animaux plus légers, le croisé R de 300 kg a aussi augmenté pour 2,91 €/kg la même semaine (+25% /2021 et +15% /2020).

La demande pour les broutards est toujours là tandis que l'offre est réduite, ce qui entraîne la hausse des cotations. Le cours de la Charolaise U de 270 kg a augmenté de +20 centimes en quatre semaines, à 2,95 €/kg vif en semaine 10 (+35 cts ou +13% /2021 et +14% /2020). A 3,13 €/kg vif, la Limousine E de 270 kg a progressé plus doucement (+32 cts ou +11% /2021 et +14% /2020).

Les naissances continuent de reculer

Selon SPIE-BDNI, 331 000 naissances de veaux de mère allaitante ont été enregistrées en janvier 2022, en recul de -7,3% comparé au rebond des naissances de janvier 2021, mais en retrait de -0,8% /2020. Depuis le début de la campagne 2021-2022, les naissances sont en net recul à 1 869 000 têtes (-3,5% /2020-21 et -2,2% /2019-2020).

Naissances de veaux de mère allaitante

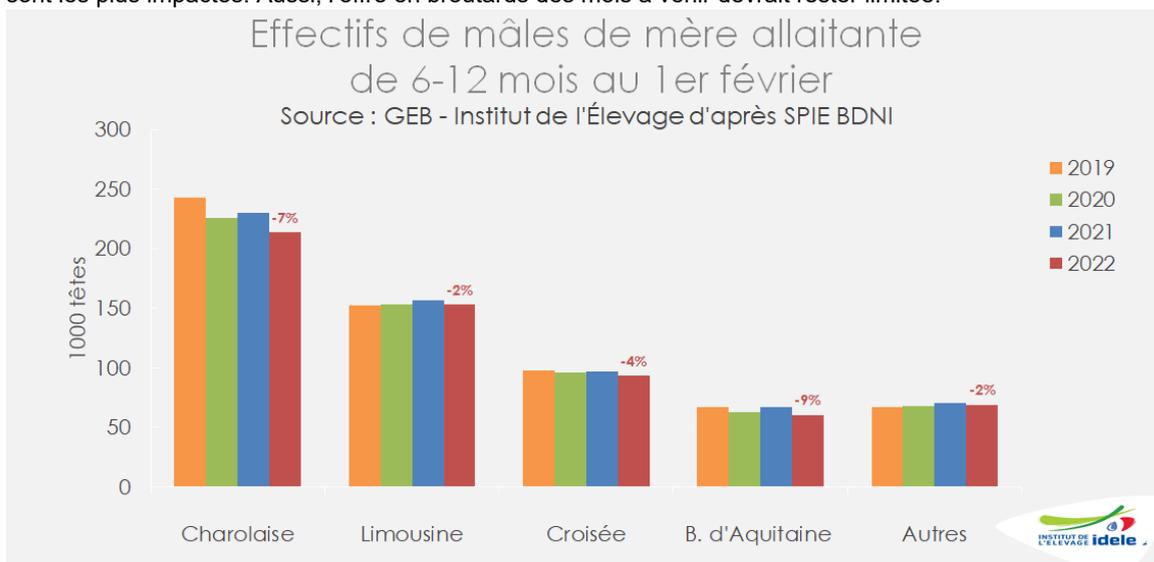
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Au 1^{er} février 2022, on comptait 3 682 000 vaches allaitantes en France, en repli de -2,9% /2021 (un rythme de décapitalisation équivalent à janvier 2022).

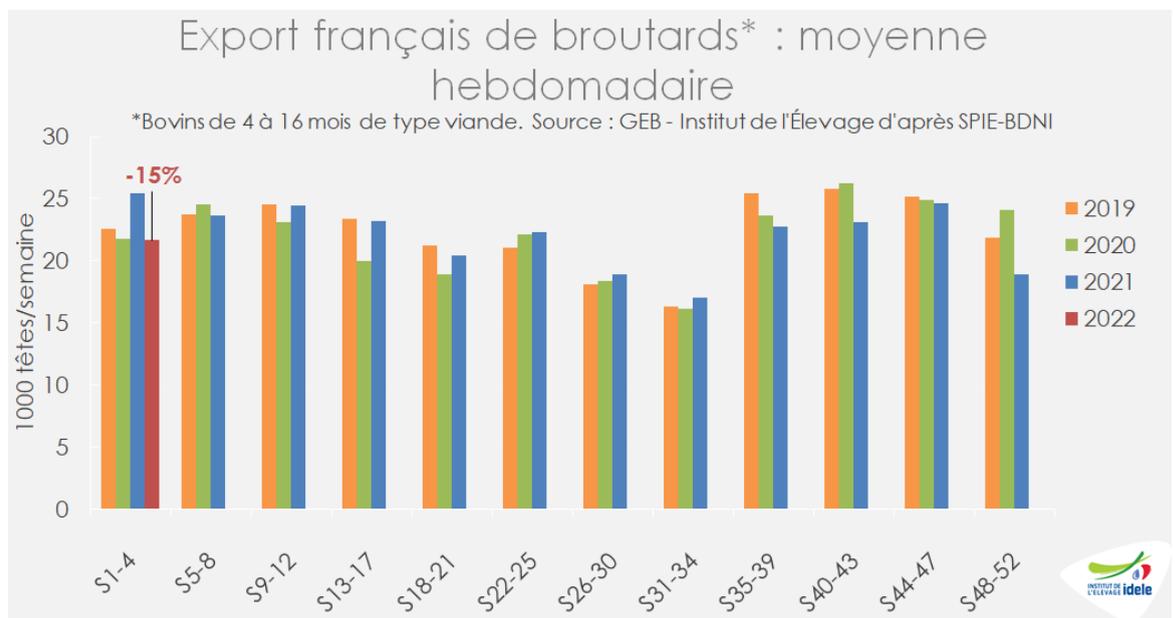
Les effectifs en ferme de 6-12 mois réduits pour les mois à venir

Le repli des naissances allaitantes depuis mars 2021 a entraîné le recul des effectifs de mâles de 0-6 mois, tombés à 809 000 têtes au 1^{er} février (-3% /2021 et -1% /2020). Depuis début 2022, le recul s'observe également sur les effectifs de mâles de 6-12 mois, qui au 1^{er} février étaient au nombre de 589 000 têtes (-5% /2021 et -3% /2020). Ce sont les effectifs de Charolais (-7% /2021) et de Blonds d'Aquitaine (-9%) qui sont les plus impactés. Aussi, l'offre en broutards des mois à venir devrait rester limitée.



Des exports robustes en février vers l'Italie

Selon SPIE-BDNI, 87 000 broutards ont été expédiés à l'étranger sur les semaines 1 à 4, soit -15% par rapport à un mois de janvier 2021 exceptionnellement dynamique, mais un rythme égal à celui de janvier 2020.



Les données des Douanes françaises n'ont pas encore été actualisées par destination pour le mois de janvier 2022.

Selon TRACES, 77 000 bovins de tous âges et toutes catégories ont été exportés en semaines 1 à 4 **vers l'Italie** (-12% /2021 et +9% /2020). Sur la période suivante, en semaines 5 à 10, les exports vers l'Italie ont été robustes, avec 115 000 bovins (-1% /2021, mais +1% /2020 en période pré-covid). Notons que l'Italie est peu dépendante des importations de maïs ukrainien (12% de ses imports) qui est en outre plutôt destiné à l'alimentation des monogastriques (élevages durement atteints par la grippe aviaire et la fièvre porcine africaine). Les engraisseurs craignent toutefois d'être confrontés à une forte hausse de leurs charges.

Vers l'Espagne d'après TRACES, le recul global des envois se poursuit avec 99 000 têtes de tous âges et de toutes catégories expédiées des semaines 1 à 10 (-10% /2021 et +1% /2020). Le marché espagnol de la viande est tiré pour le moment par la demande européenne et la demande méditerranéenne avec la préparation du Ramadan qui débutera le 2 avril. Mais le pays est très dépendant des importations de céréales pour l'engraissement et l'Ukraine fournit 34% de importations espagnoles de maïs.

Les exportations vers l'Algérie ont repris en janvier, pour les génisses laitières et les broustards, sans limite de poids pour ces derniers jusqu'à fin mars, en prévision du Ramadan. Selon les opérateurs, plus d'un millier de broustards seraient partis de France. L'Algérie profitera de la hausse du cours du gaz et du pétrole, mais la hausse des céréales va peser sur la filière viande et sur la consommation en général.

Vers Israël, le prix du broustard et le manque de disponibilités sembleraient être des freins actuellement aux exportations françaises vers cette destination.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Stabilité des cours et envolée des coûts de production

Dernière révision le 22 mars 2022

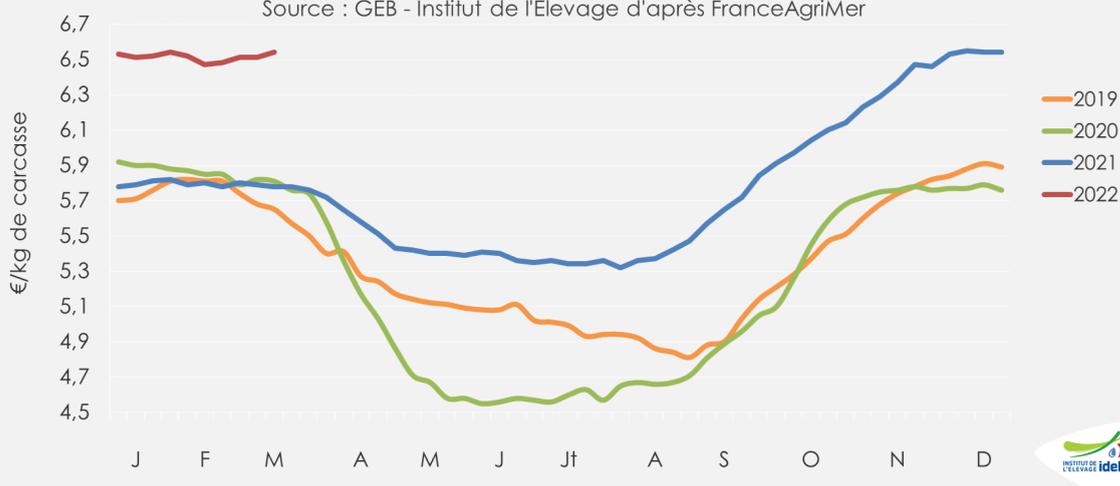
Les cours des veaux gras se maintiennent à de hauts niveaux depuis le début de l'année. Mais les coûts de production ne cessent de grimper : poudres de lait, céréales et gaz sont en très forte hausse ! Si la France ne dépend que faiblement des exportations ukrainiennes et russes de grains, les intégrateurs néerlandais s'inquiètent de possibles ruptures d'approvisionnement et doivent se tourner vers d'autres fournisseurs pour l'alimentation de leur bétail.

Les prix se maintiennent à des niveaux record

Le cours du veau rosé clair O élevé en atelier oscille autour de 6,50 €/kg de carcasse depuis le début de l'année, un niveau jamais égalé. A 6,54 €/kgéc en semaine 10, il a dépassé de +13% son niveau 2021 (+76 cts). Le maintien des cours à un niveau élevé est indispensable pour garantir la rentabilité des ateliers, alors que les coûts de production ne cessent de s'apprécier.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



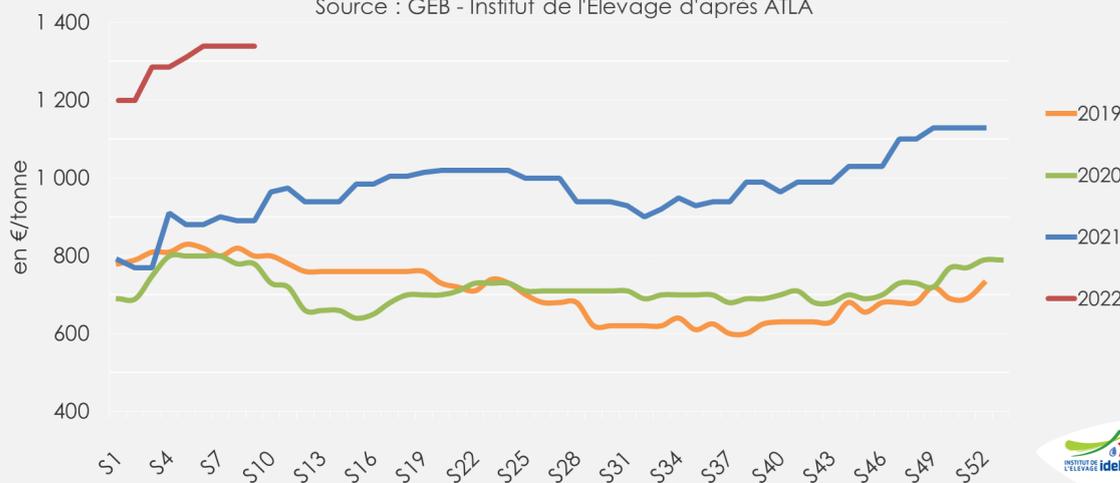
Le veau rosé clair R élevé en atelier cotait 6,88 €/kgéc en semaine 10. En légère baisse depuis le début de l'année (-7 centimes depuis la semaine 1), la cotation reste supérieure de 54 cts /2021 et de 59 cts /2020.

Pas de répit pour les coûts d'alimentation

Le cours de la poudre maigre a largement dépassé les 3 500 €/t, à 3 810 €/t en semaine 9 (+59% /2021). Quant à la poudre de lactosérum doux, elle s'est appréciée de +12% depuis le début de l'année et cotait 1 340 €/t en s9 (+51% /2021). La cotation du lactosérum s'est stabilisée ces dernières semaines, mais la forte demande chinoise dans un contexte de faibles disponibilités laitières devrait continuer de tirer les prix des produits laitiers à la hausse.

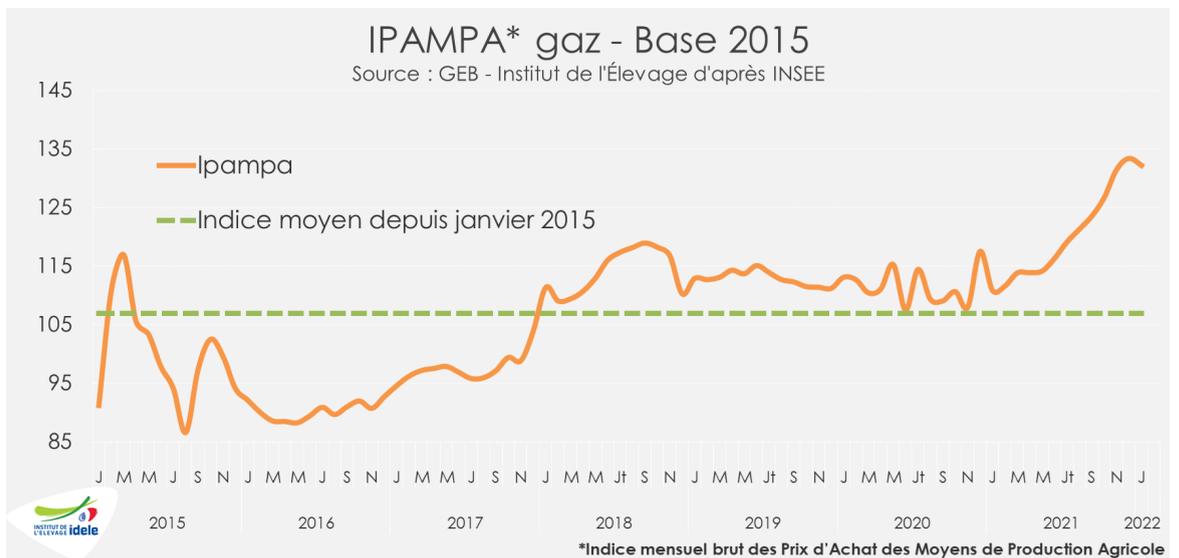
Cotation de la poudre de lactosérum doux

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA



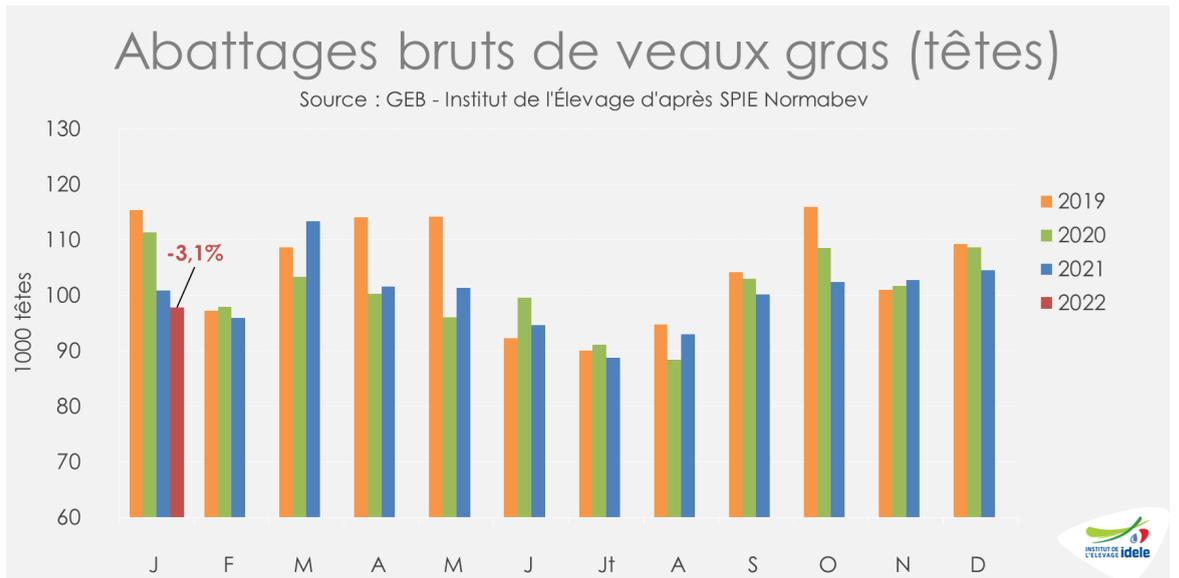
Les IPAMPA (indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole) publiés par l'INSEE en janvier 2022 pour les aliments d'allaitement et des autres aliments ont poursuivi leur montée en flèche : 142 points pour les aliments d'allaitement (+29 points /2021) et 121,8 points pour les autres aliments pour veaux (+16 points /2021). Ils devraient continuer de s'apprécier en février-mars, dans le sillage des cotations. En effet, même si les intégrateurs sont peu directement dépendants du marché ukrainien pour leurs approvisionnements, ils en subiront les effets : outre la forte hausse des prix des céréales, le marché des huiles végétales, qui sont incorporées dans les aliments d'allaitement, est actuellement fortement perturbé dans la mesure où l'Ukraine et la Russie sont les premiers producteurs mondiaux de tournesol et exportent plus de 50% des huiles de tournesol et de tourteaux.

Après une hausse ininterrompue depuis mai 2021, l'IPAMPA du gaz s'était temporairement infléchi en janvier 2022. A 132,2 points, il avait baissé de -1,2 point en un mois. Dans les prochains mois, le prix du gaz pourrait être très fortement impacté si la communauté internationale décide de renforcer les sanctions économiques visant la Russie. Alors que plus de 40% des importations européennes de gaz naturel viennent de Russie (17% pour la France), certains pays européens demandent l'interdiction des importations de gaz russe. Pour le moment l'UE reste divisée sur cette question et aucune mesure n'est prévue à court terme.



Baisse de la production abattue en janvier

98 000 veaux ont été abattus en janvier 2022, en repli de -3,1% /2021 et de -12% /2020. Les mises en place de l'été dernier avaient été prudentes du fait du manque de visibilité sur l'évolution de la situation sanitaire. Le recul de la production est moins marqué (-1,2% /2021, à 14 000 téc) car les poids carcasse des animaux abattus sont restés très élevés en janvier (146 kg soit +3 kg /2021 et +3,5 kg /2020). L'âge à l'abattage était de 183,3 jours.



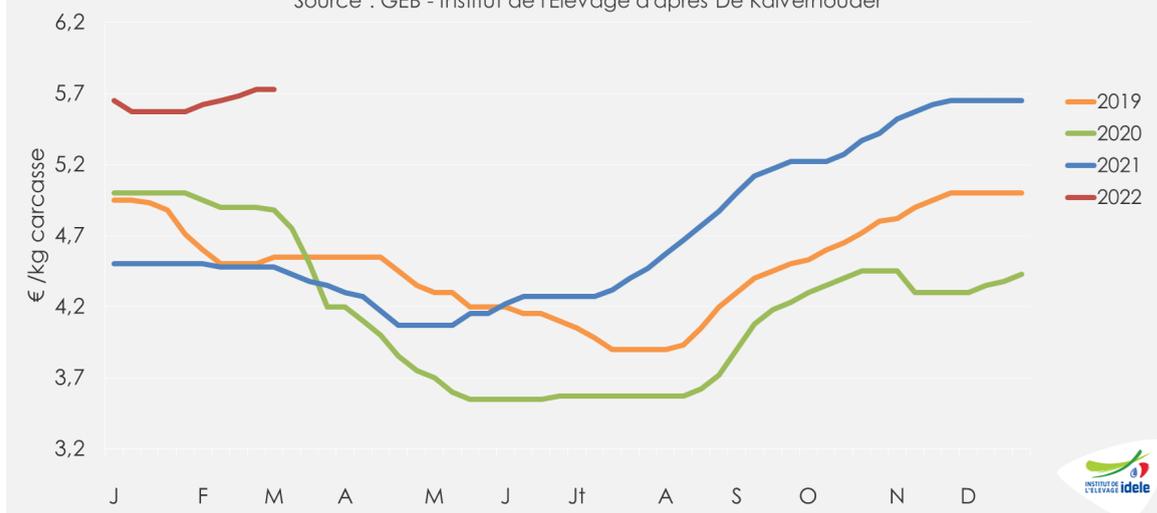
D'après les données Normabev, le recul des abattages s'est poursuivi en février avec 92 000 veaux abattus soit -3,8% /2021. Le poids carcasse a très légèrement reculé à 145,8 kgéc, tandis que l'âge moyen des animaux abattus progressait à 184,7 jours.

Pays-Bas : les intégrateurs redoutent des difficultés d'approvisionnements en grains

La cotation du veau de boucherie néerlandais a progressé ces dernières semaines : elle a atteint 5,73 €/kgéc en semaine 10 (+28% /2021 et +17% /2020). Les intégrateurs cherchent à maintenir les prix, face à la hausse continue des prix des matières premières ces derniers mois.

Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après De Kalverhouder



Au total, 1 398 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas en 2021, en recul par rapport à une année 2020 déjà marquée par une très forte contraction de la production (-1% /2020 et -6% /2019). La hausse des poids carcasse (+1% à 159 kg) a permis de maintenir la production à 223 000 téc (+0,4% /2020).

Les conséquences de la guerre en Ukraine sur les importations d'aliments pour animaux inquiètent fortement la profession agricole néerlandaise, en particulier très dépendante des imports de maïs ukrainien (56% des volumes importés en moyenne sur la période 2018-2020). Les acheteurs cherchent des approvisionnements alternatifs, en provenance d'Amérique du Nord et du Sud.

Viandes bovines » Veaux nourrissons » Les prix grimpent !

Dernière révision le 22 mars 2022

Le recul saisonnier des naissances laitières a fait progresser les cours des veaux nourrissons. Les exportations de petits veaux laitiers vers l'Espagne restaient dynamiques ce début d'année, mais la guerre en Ukraine inquiète les engraisseurs espagnols qui craignent la forte hausse des prix de l'alimentation du bétail et surtout de possibles ruptures d'approvisionnement.

La hausse saisonnière des cours est enclenchée

Les cours de veaux nourrissons sont en forte hausse depuis janvier. La cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg a progressé de +17 € en quatre semaines pour atteindre 82 €/tête en semaine 10 (+23 € /2021 et +20 € /2020).

Cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg

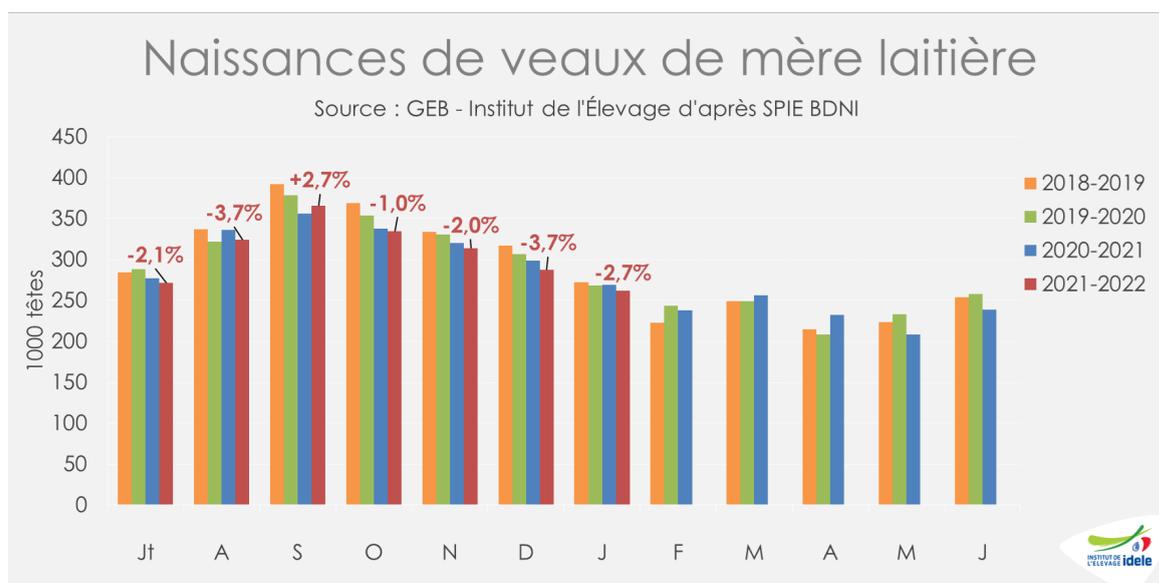
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Le veau mâle type viande cotait 215 €/tête en semaine 10, soit +9 € en quatre semaines.

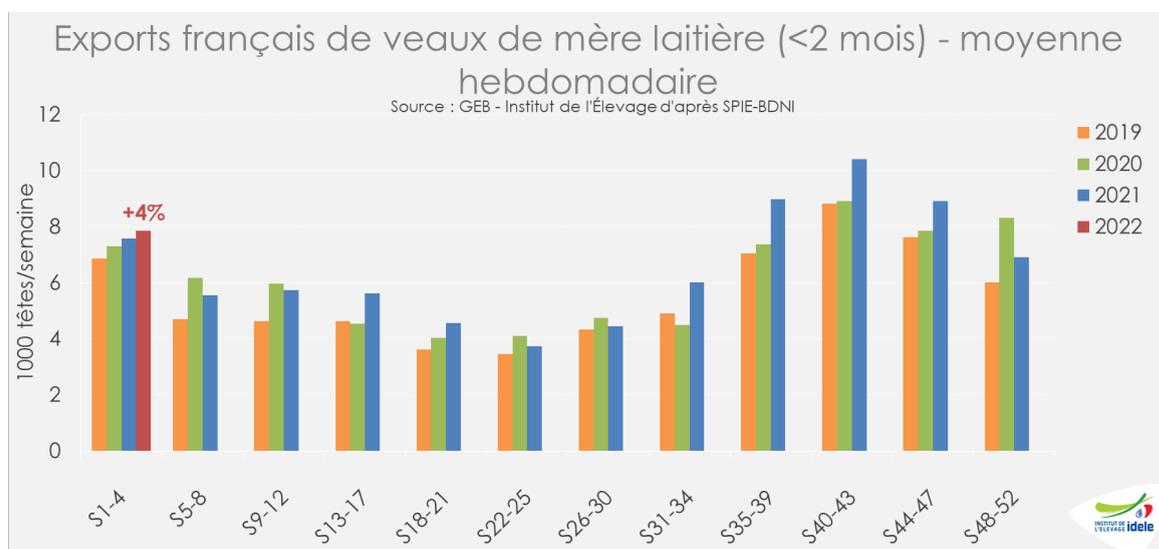
Les naissances laitières sont toujours en recul

262 000 veaux de mère laitière sont nés en janvier 2022, en repli de -2,7% /2021 (-7 000 têtes) et de -2,5% /2020. Au 1^{er} janvier on dénombrait 3 494 000 vaches laitières, soit -1,7% /2021 (-60 000 têtes).



La demande espagnole était forte ce début d'année

Selon SPIE-BDNI, 45 000 veaux ont été exportés sur les six premières semaines 2022, en hausse de +7% /2021 et +4% /2020.



La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois était de nouveau en hausse en février, elle a atteint 113 €/tête en semaine 9.

Mais la demande espagnole pourrait être plus prudente en mars, les engraisseurs étant très dépendants des importations de matières premières ukrainiennes pour l'alimentation de leurs animaux. En moyenne sur la période 2018-2020, l'Ukraine a fourni 34% des importations espagnoles de maïs...

Hausse du prix du lait neutralisée par celle des charges

Dernière révision le 22 mars 2022

La production laitière demeure ralentie dans les principaux bassins excédentaires où les fabrications de poudres de lait et de beurre sont mécaniquement réduites et inférieures à la demande internationale. La flambée des cours des commodités laitières puis du prix du lait, qui atteint un niveau inédit début 2022 dans l'UE-27, n'a pas encore permis de relancer la production laitière.

Le redressement attendu en France comme dans l'UE-27 risque toutefois d'être compromis si la flambée du prix des grains, observée depuis l'invasion russe de l'Ukraine, persiste dans les prochains mois.

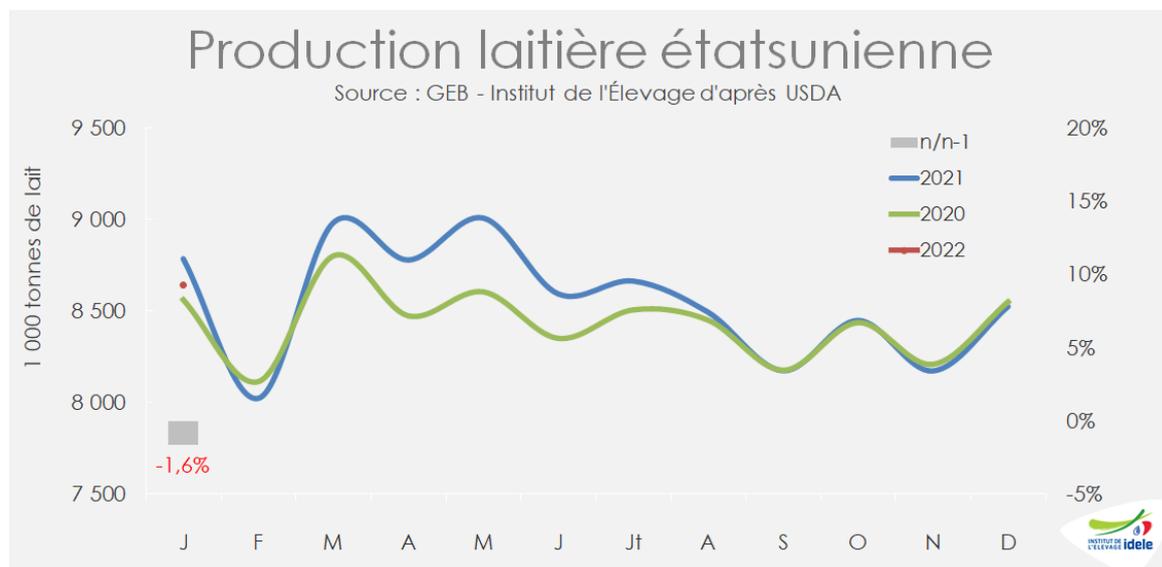
Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : recul dans tous les bassins excédentaires

Dernière révision le 22 mars 2022

Pas de miracle début 2022, les volumes collectés restent en baisse dans les principaux bassins exportateurs. Dans l'UE-27, la production globale a reculé de -0,7% en janvier /2021, mais avec une certaine hétérogénéité selon les pays.

Aux **Etats-Unis**, la collecte continue de chuter. Elle s'affiche en janvier en baisse de -1,6% par rapport à janvier 2021, soit la plus forte baisse mensuelle depuis mars 2004. D'une part, le cheptel laitier continue de baisser (-0,8% /janvier 2021 soit -82 000 têtes) pour revenir sur les niveaux de 2020. D'autre part, dans un contexte de coûts de production élevés, les conditions météorologiques restent sèches notamment sur la façade Ouest. La Californie est particulièrement touchée et affiche un recul de la production au mois de janvier de -1,9% /2021. Certains producteurs pourraient profiter du prix élevé du bétail pour vendre leur exploitation selon l'association des producteurs californiens. La chute est encore plus forte dans le Nouveau-Mexique à -12% /2021. Le nord-est du pays n'est pas épargné non plus. Aussi, dans ce contexte, seul le Texas, la Géorgie, l'Iowa, le Dakota du Sud et l'Idaho affichent une progression de leur production.

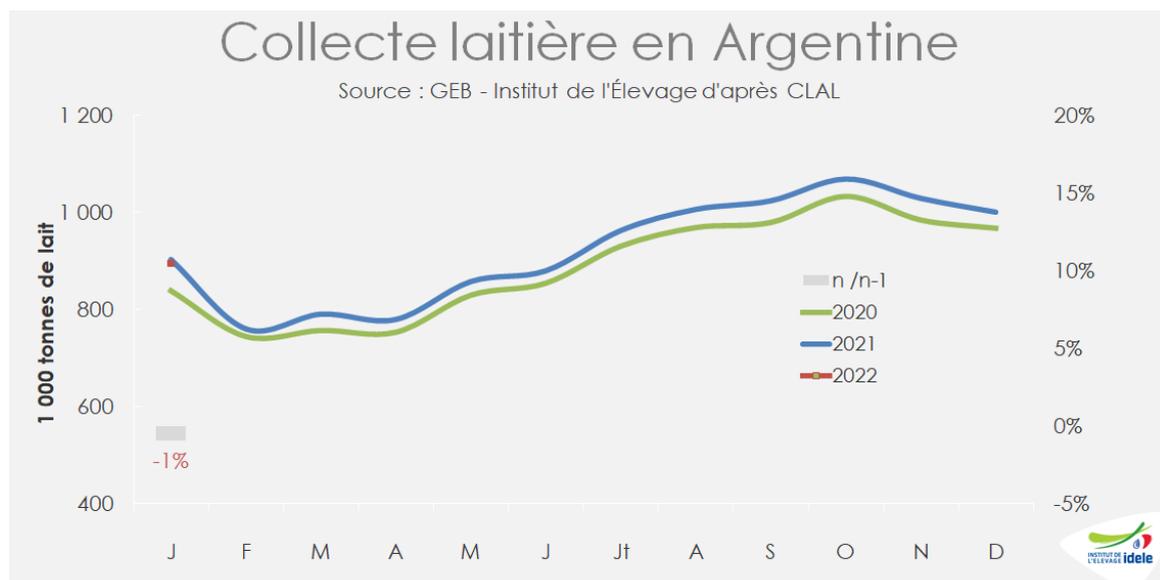


En **Nouvelle-Zélande**, la production ne parvient pas à rebondir. En janvier, elle a même décroché de plus de -6% / 2021. Ces éléments ont poussé la coopérative Fonterra à revoir une nouvelle fois en baisse son estimation de collecte sur la campagne 2021-22 à 1,480 million kg MS soit une baisse de -3,8% par rapport à la campagne précédente. Le déficit de pluie en est la principale raison, l'indice de pousse des prairies était particulièrement bas au mois de janvier, en net décrochage par rapport aux trois dernières années. Les pluies au mois de février pourraient avoir limité la poursuite de la chute, l'indice de pousse de l'herbe est ainsi remonté à des niveaux similaires à ceux des années précédentes ces derniers jours.

En **Australie**, la sécheresse est aussi la cause de la baisse de collecte qui a reculé en janvier de -6% /2021.

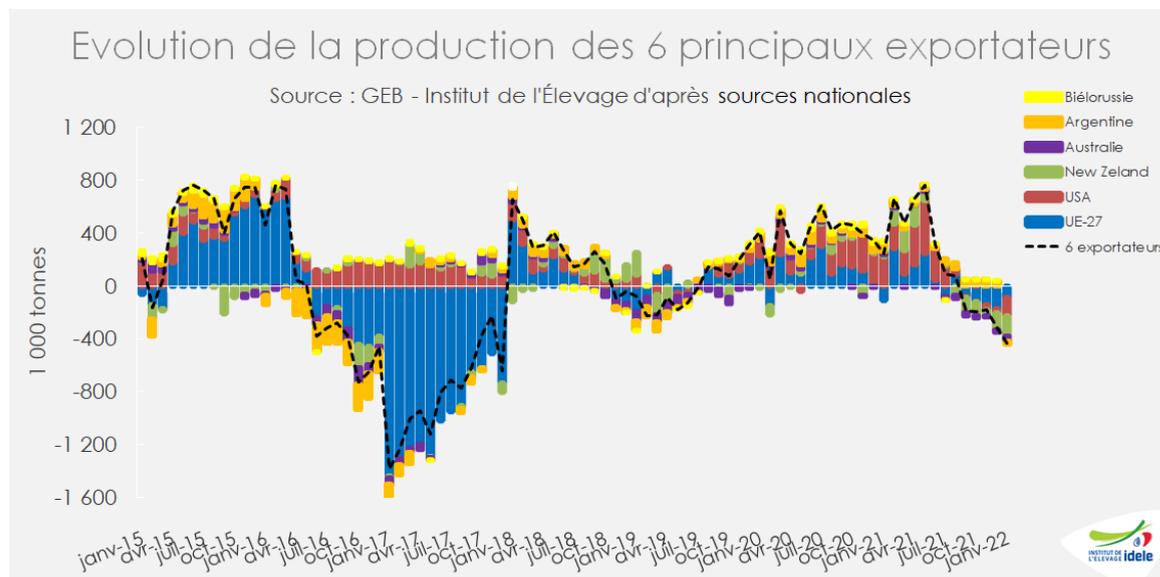
L'**Argentine** était jusqu'en décembre 2021 le seul pays exportateur à bénéficier d'une production de lait dynamique. Cependant, là aussi, la météo en a décidé autrement. Dans le précédent numéro de *Tendances-Lait-Viande*, nous alertions sur la vague de chaleur dans le pays avec des températures observées particulièrement élevées.

L'absence de pluies a entraîné une forte sécheresse et un léger repli de la production de -1% /2021. Selon OCLA, l'intensification de la production laitière en Argentine qui conduit à limiter le pâturage extérieur et augmenter le nombre de stabulation libre a permis de mieux gérer cette vague de chaleur et donc d'en limiter l'impact sur la collecte. Toutefois, cette intensification se traduit aussi par une alimentation à base de maïs et de soja, donc une dépendance accrue au marché des grains dont les prix ont bondi. La baisse des marges pourrait entraîner une baisse de production de -2% /2021 sur le premier trimestre 2022 toujours selon OCLA.



Cette conjoncture de baisse de production chez les principaux pays exportateurs entraînent mécaniquement une réduction des fabrications et principalement des disponibilités pour le débouché export, ce qui conduit à une très forte hausse des prix des commodities laitières. Dans ce contexte, les prix du lait payés au producteur augmentent également.

En Nouvelle-Zélande, le prix de base versé aux éleveurs pour la campagne 2021/2022 qui se termine a été revu en hausse à 9,30-9,90 \$/kg de matière sèche, soit un prix supérieur à 500 €/1 000 l.



Lait de vache » Collecte laitière »

France : ralentie malgré la remontée du prix du lait

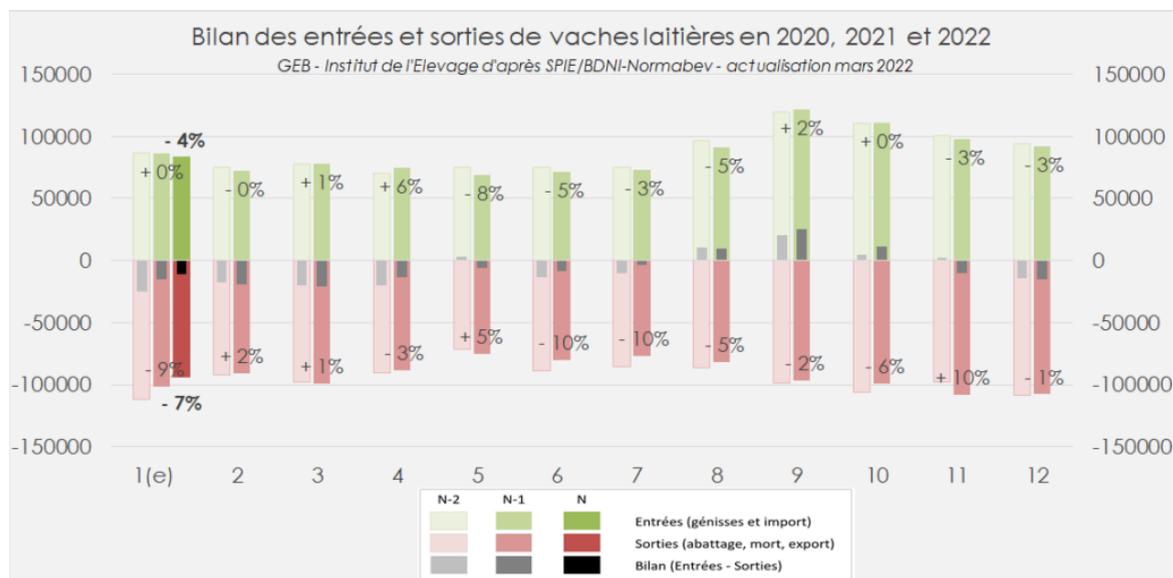
Dernière révision le 22 mars 2022

En janvier, la collecte a poursuivi son décrochage, malgré une hausse significative du prix du lait, portée par la flambée des cours mondiaux des ingrédients laitiers. Les éleveurs semblent réagir à cette revalorisation du prix en réduisant les réformes, ce qui pourrait se traduire par une moindre érosion du cheptel dans les prochains mois.

En janvier, les sorties de vaches du cheptel national ont nettement reflué (-7% /2021), en raison d'une réduction du nombre de réformes, d'après les statistiques extraites de la base Normabev (-11% /2021 des abatages sur les semaines 3 à 6, et -3% sur les semaines 7 à 10).

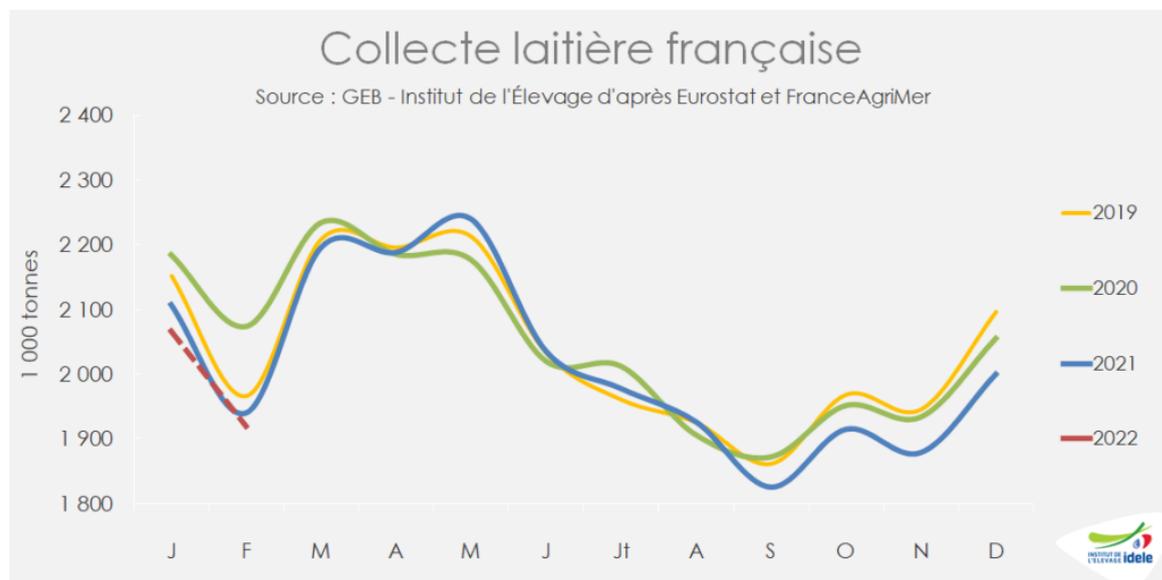
Depuis juin 2021, la baisse des réformes est presque continue (elle n'a été interrompue que brièvement en novembre). Si elle semblait surtout liée aux larges disponibilités fourragères jusqu'à l'automne, elle pourrait maintenant surtout résulter d'une réaction des éleveurs à la forte hausse des prix du lait payés en janvier, qui les incite à produire davantage.

Cette rétention n'a pour l'instant qu'un faible impact sur le cheptel, car le recul des vêlages de primipares limite son redressement. Cette baisse des entrées devrait se poursuivre dans les prochains mois, au regard des faibles effectifs de génisses de la catégorie d'âge 24-36 mois, inférieurs de -4,5% à leur niveau de l'an dernier. Au 1^{er} mars 2022, le cheptel demeurait en baisse de -1,7% par rapport à son niveau de l'an dernier (contre -1,8% en janvier).



La collecte poursuit son recul

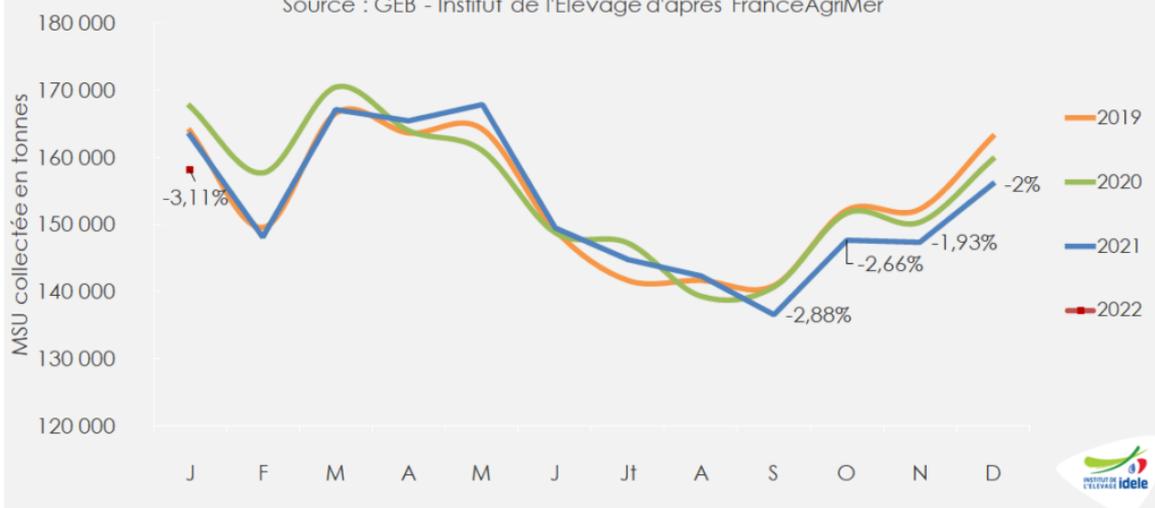
En janvier, la collecte nationale s'est de nouveau fortement repliée d'une année sur l'autre (-1,9% /2021), à 2,07 Mt. Rappelons que la collecte avait déjà fortement reflué à la même période début d'année 2021. En conséquence, comparée à janvier 2020, elle chute de -5,3%, son plus fort recul sur deux ans. La faible qualité des fourrages, le prix élevé de l'aliment acheté et le recul du cheptel (-1,8% /décembre 2020) expliquent ce recul, qui est le plus marqué dans l'Est, notamment en Bourgogne-Franche-Comté (-5% /2021).



Si ce recul des livraisons est légèrement moindre que celui observé ces derniers mois, il masque un bilan encore moins reluisant en termes de Matière solide utile (MSU) : les taux de MG (42,8 g/l) et de MP (33,75 g/l) ont tous deux reculé sensiblement d'une année sur l'autre (-1,2% chacun). La collecte en MSU signe donc son plus fort décrochage au mois de janvier (-3,1%), et s'établit -5,6% en dessous de son niveau de janvier 2020.

Collecte française en MSU (en tonnes)

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



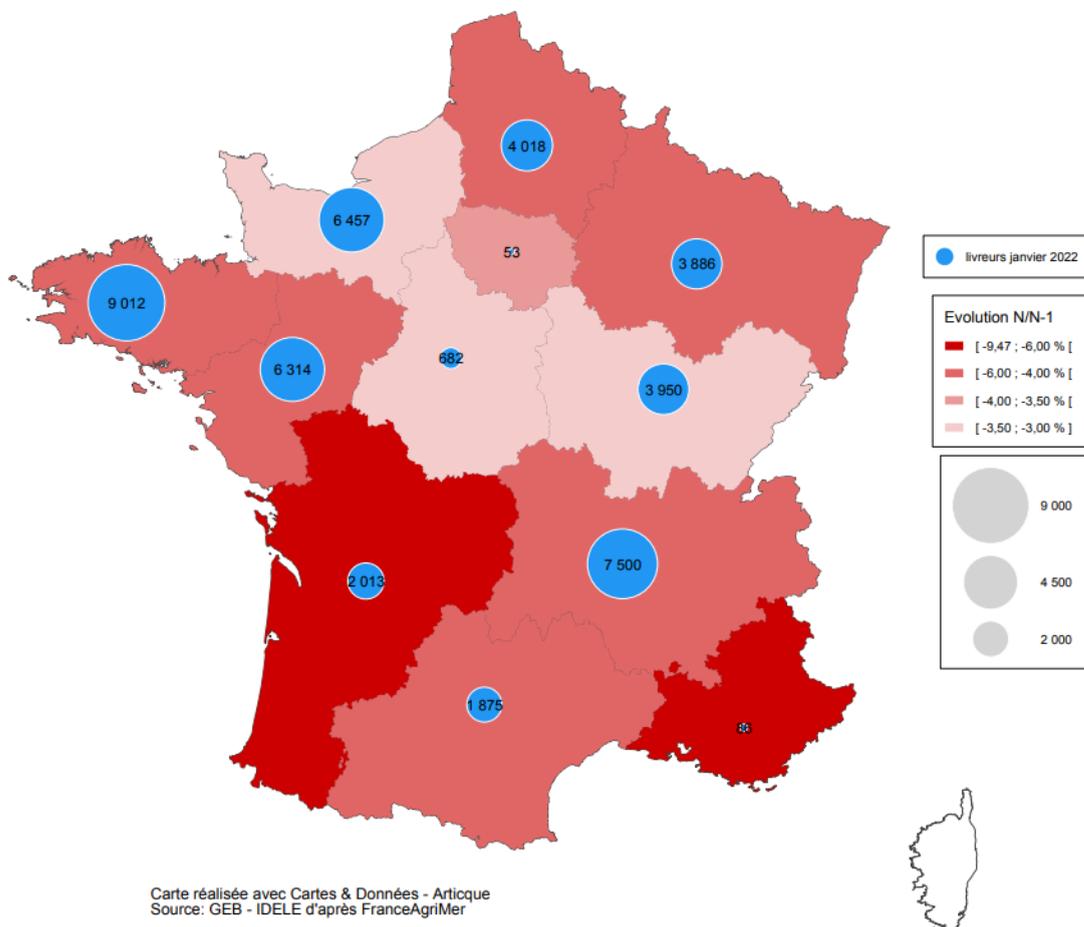
Ce repli des livraisons sur un an se serait légèrement atténué début février selon les sondages hebdomadaires de FAM (proche de -1% /2020), mais relativement à une collecte qui reculait déjà en 2021. Les livraisons auraient ensuite de nouveau fortement décroché fin février-début mars (-2,1% en S8 et -1,4% en S9).

Accentuation de la baisse du nombre de livreurs en 2021

Entre 2020 et 2021, le recul du nombre de livreurs de lait de vache s'est accentué. Le pays a perdu -4,2% en France entre janvier 2021 et janvier 2022, contre -3,6% entre janvier 2020 et janvier 2021.

Trois régions affichent des pertes particulièrement importantes : la Bretagne, qui a perdu 460 livreurs en une seule année (-5%), l'Occitanie (-110 livreurs, soit -5,5%) et la Nouvelle-Aquitaine (-150 livreurs, -7%). La Normandie, le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche Comté s'en sortent relativement mieux, avec une perte d'environ -3% de livreurs en un an.

Evolution du nombre de livreurs de lait de vache par région

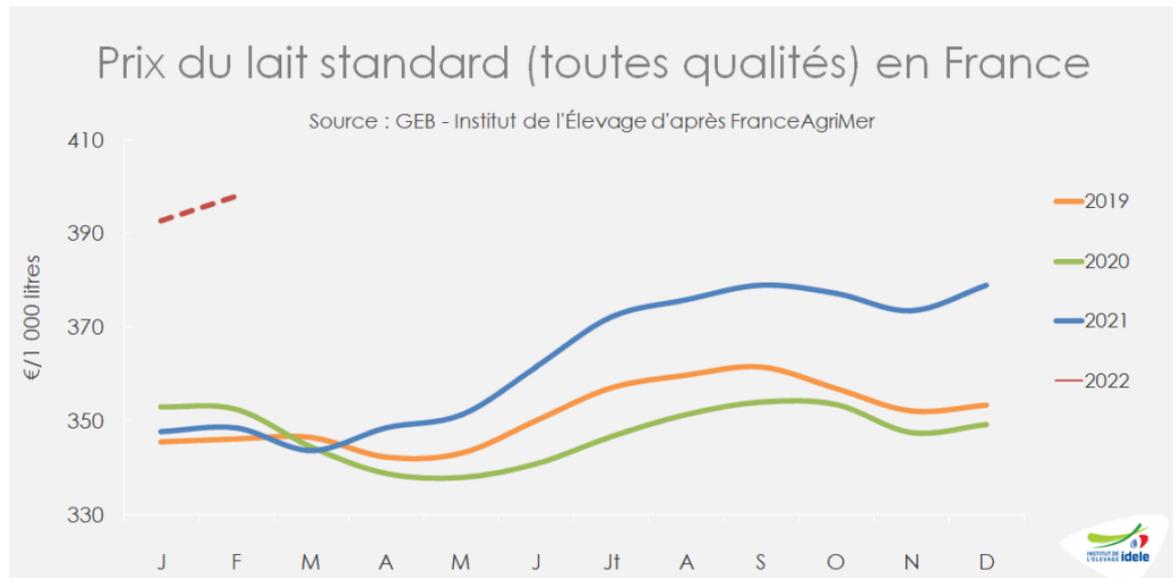


La collecte s'étant maintenue en Normandie et Bretagne en 2021, ce sont logiquement ces deux régions qui enregistrent les plus fortes hausses de volumes par livreur (supérieures à +4%). Cette croissance des volumes peut s'expliquer par une croissance plus forte de la productivité laitière, mais aussi par le plus net agrandissement des cheptels dans ces régions.

En 2022, les cessations laitières pourraient s'accélérer dans les régions en proie à une forte concurrence des filières végétales, en raison de la flambée du prix des céréales qui rend la culture céréalière plus attractive. La Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie, les Hauts de France et la Bretagne pourraient particulièrement être concernés, étant donné la faible proportion de STH (surface toujours en herbe) sur ces territoires.

Le prix du lait progresse fortement en janvier

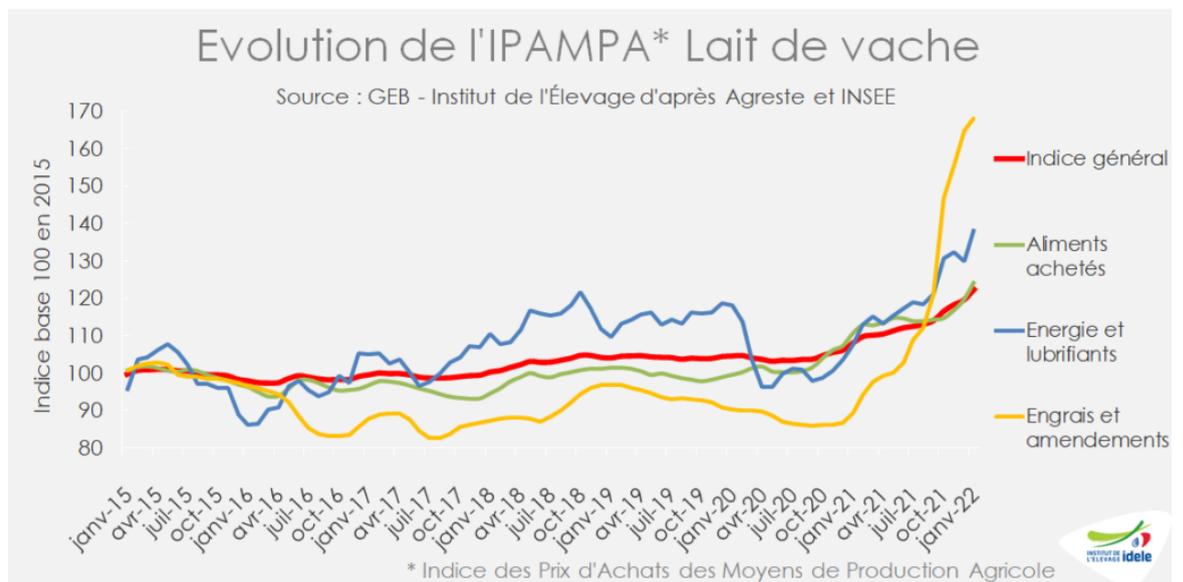
En janvier, le prix du lait standard tout lait s'est établi à 393 €/1 000 l, en hausse de +14 € sur un mois, et de +45 € /2020. La hausse du prix réel moyen payé aux livreurs est légèrement moindre (+11%) en raison de la baisse des taux d'une année sur l'autre. Plus connecté aux cours mondiaux des ingrédients laitiers, le prix conventionnel standard a connu une hausse plus significative au mois de janvier (+15% soit +51€, à 376 € /1 000 l). Cette appréciation du prix est plus nette chez les collecteurs/ transformateurs fabricants d'ingrédients laitiers qui intègrent la valorisation beurre poudre dans leurs formules de prix.



Accélération de la hausse des charges

En janvier, la hausse des charges s'accélérait déjà avant le déclenchement du conflit en Ukraine. L'indice IPAMPA lait de vache avait encore gagné +2,3% en un mois, sous l'impulsion de l'inflation de l'énergie (+6% d'un mois à l'autre) et du prix de l'aliment acheté (+4%). Sur un an, les prix des engrais ont bondi de +90% /décembre 2020, de +28% pour l'énergie et de +13% pour l'aliment acheté.

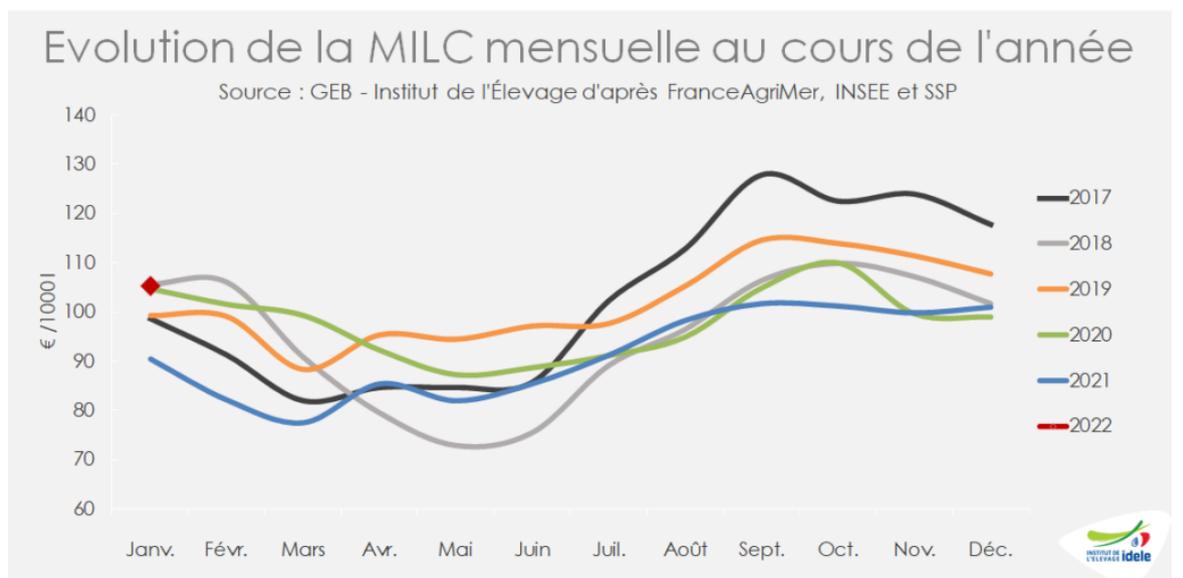
L'impact de la guerre en Ukraine sera visible sur l'indice IPAMPA de mars. Le conflit affecte l'offre pour l'ensemble des catégories d'aliment, mais c'est surtout le renchérissement des matières azotées, dont les exploitations laitières sont les plus dépendantes, qui impactera les comptes des exploitations. La flambée concerne particulièrement le prix des tourteaux non OGM, devenus rares qui proviennent massivement d'Ukraine et de Russie. En conséquence, les filières AOP et les opérateurs de l'Est, qui exportent des produits finis vers l'Allemagne, seront particulièrement touchés. En Semaine 10, la cotation à Sète du tourteau de soja non OGM s'élevait à 930 €/t (+75% sur un an) contre 630 €/t pour le tourteau de soja conventionnel (+46%).



Hausse de la MILC ; une embellie temporaire ?

Après une année 2021 qui a vu l'indicateur MILC retomber à son pire niveau depuis 2016 (91,3 €/1 000 l en moyenne sur un an, en baisse de -6 €/2020), la marge laitière s'est redressée en ce début d'année (105 €/1 000 l en janvier), grâce à la hausse du prix du lait conventionnel (+15%), combinée à celle des cotations des vaches O et P. La MILC s'établit +15 € au-dessus de janvier 2021 et frôle son niveau de janvier 2018. Il faut remonter à 2014 pour retrouver un niveau sensiblement supérieur à cette période de l'année.

Le redressement pourrait se poursuivre en février, mais la flambée du prix des intrants, liée au conflit, pourrait ensuite porter un coup d'arrêt à cette dynamique, si celle-ci ne s'accompagne pas d'un maintien du prix du lait au printemps.



Lait de vache » Collecte laitière » Reprise compromise dans l'UE-27 ?

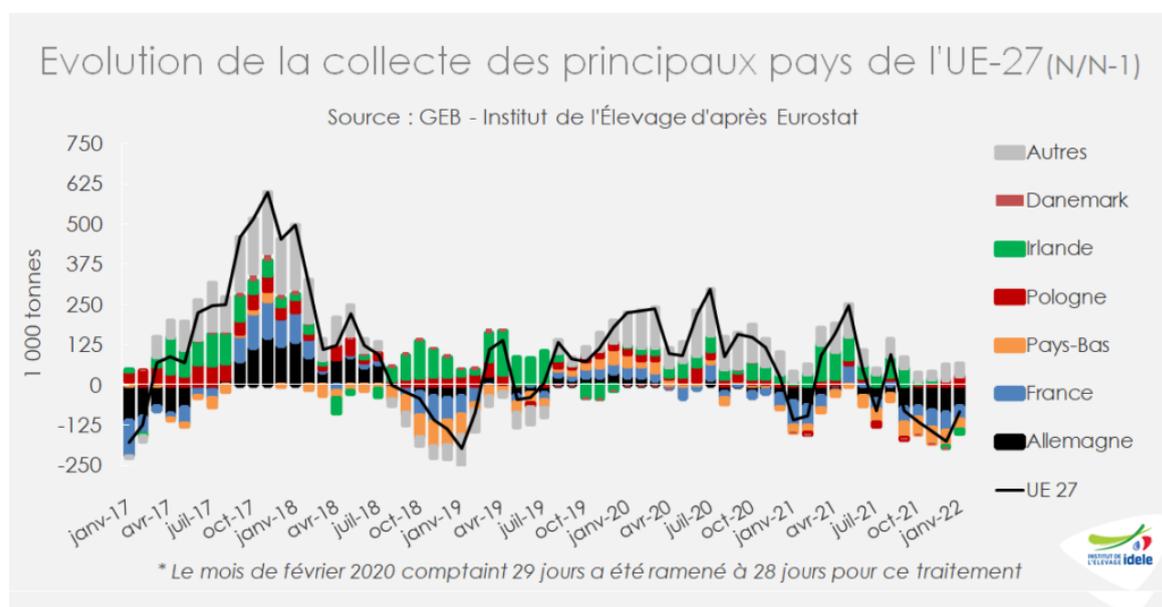
Dernière révision le 22 mars 2022

En janvier, le prix du lait dans l'UE-27 a atteint des niveaux inédits, dans le sillage de la flambée des cours des ingrédients laitiers. Cette envolée du prix du lait n'a pas encore permis de relancer la collecte, qui a de nouveau reculé en janvier. Le conflit en Ukraine pourrait entraver le redressement attendu de la production, en renchérissant le prix de l'aliment acheté.

En janvier, la collecte de l'UE-27 a reculé pour le 5^{ème} mois consécutif (-0,7% /2021, soit environ -80 000 t), en comparaison d'une collecte déjà atone l'an dernier à pareille époque. La collecte recule de 1,7% par rapport à janvier 2020.

La situation est la même que ces derniers mois, avec une baisse sensible des livraisons dans les principaux pays producteurs, partiellement compensée par la hausse des livraisons dans certains pays secondaires, dans lesquels la production reste dynamique. Les collectes françaises (-1,9%, soit -41 000 t), néerlandaises (-2,7%, soit -32 000 t) et allemandes (-2,7%, soit -68 000 t) ont poursuivi leur décrochage. Au creux saisonnier des lactations, la collecte irlandaise a reculé (-4,1% /2021). Cette baisse devrait rester anecdotique au regard des perspectives de croissance dans un pays où le cheptel devrait continuer de s'étoffer en 2022 d'après Teagasc.

A l'inverse, après un deuxième semestre 2021 peu dynamique, la collecte a rebondi en Pologne en janvier (+2,7%, soit +30 000 t). Les collectes espagnoles (+1,8%) et italiennes étaient également à la hausse en début d'année.



Une reprise de la collecte européenne remise en question ?

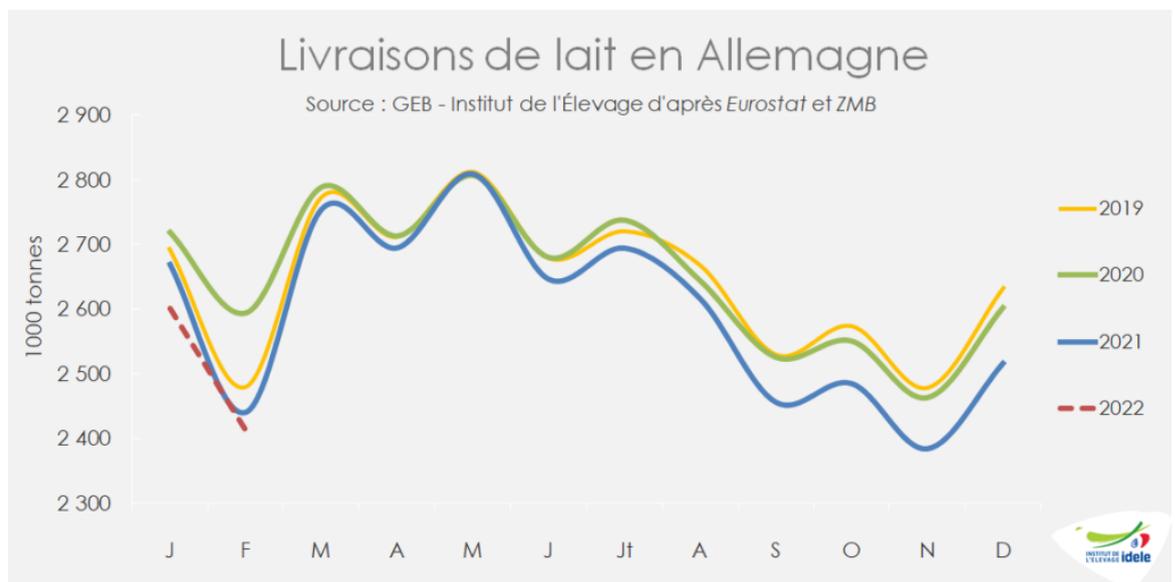
La flambée des cours de l'aliment devrait peser sur la productivité laitière partout en Europe. Les pays du Sud de l'Europe, Espagne et Italie en tête, sont particulièrement vulnérables à la flambée des coûts de l'aliment. Largement dépendants des exportations ukrainiennes pour leur alimentation animale, ils seraient même sujets à des risques de ruptures d'approvisionnement, qui pourraient obliger certains éleveurs à réduire leur cheptel. Ces pays pourraient donc perdre temporairement leur rôle de locomotive, alors qu'ils ont été parmi les moteurs de la croissance de la collecte européenne depuis la suppression des quotas laitiers en 2015.

Le prix du lait de l'UE-27 poursuit son envolée

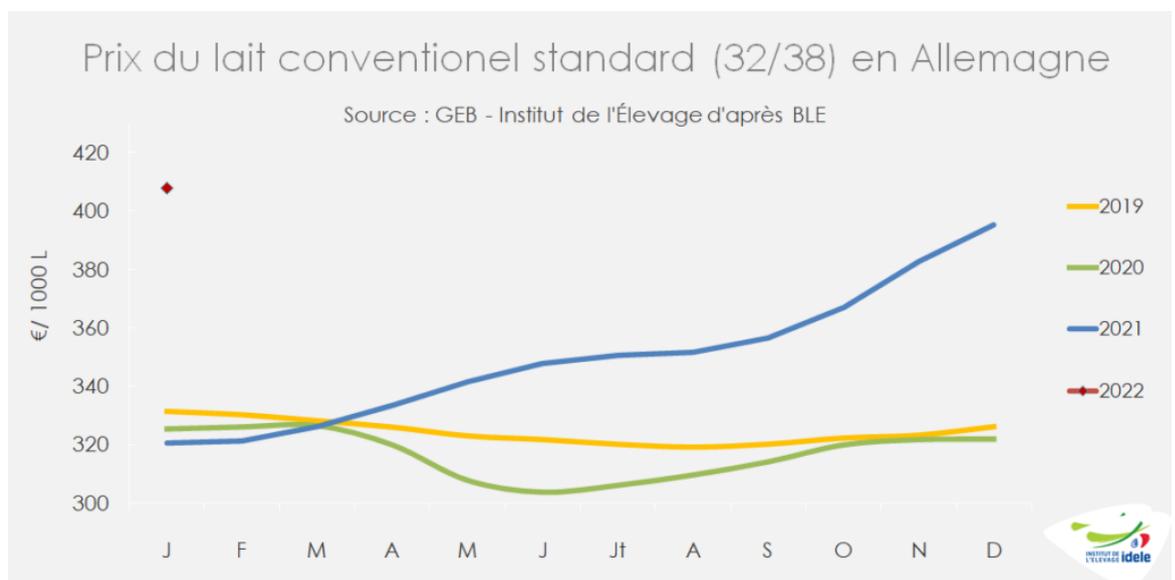
En janvier, d'après le MMO, le prix du lait en UE-27 a atteint 420 €/t (+21% /2021), un nouveau record, et aurait poursuivi sa progression en février, mais moins rapidement (+0,6%, à 422 €/t). Cette progression est bien sûr liée à la flambée de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre qui a atteint 530 €/1 000 l fin février. Deux groupes de pays se distinguent : les pays de l'Europe du Nord, exportateurs d'ingrédients laitiers, voient leur prix bondir d'environ +30% sur un an : les Pays-Bas (450 €/t), le Danemark (437 €/t), la Belgique (457 €/t), l'Irlande (490 €/t) et l'Allemagne dont le prix payé atteint 430 €/t. La revalorisation des prix est moins spectaculaire dans les pays dont la production laitière est davantage tournée vers leur marché intérieur (+9 % /2021 en Espagne, +13% en France) ou vers la fabrication de fromages de garde (+11% en Italie).

Poursuite du recul des livraisons en Allemagne

En **Allemagne**, les livraisons se sont établies à 2,6 Mt en janvier (-2,5% /2021). D'après les sondages hebdomadaires d'AMI, la collecte allemande s'est rapprochée de son niveau de l'an dernier en février, mais demeure en retrait (-1% /2021).



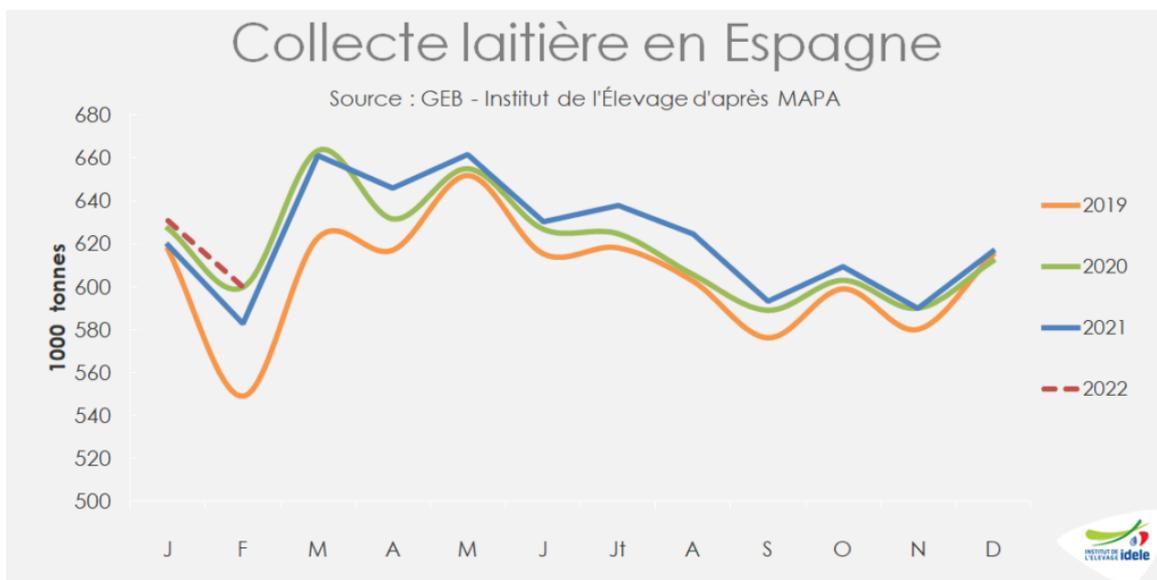
A 408 €/1 000 l en janvier, le prix standard (38-32) conventionnel allemand poursuit son envolée (+13 € sur un mois, +87 € /2021).



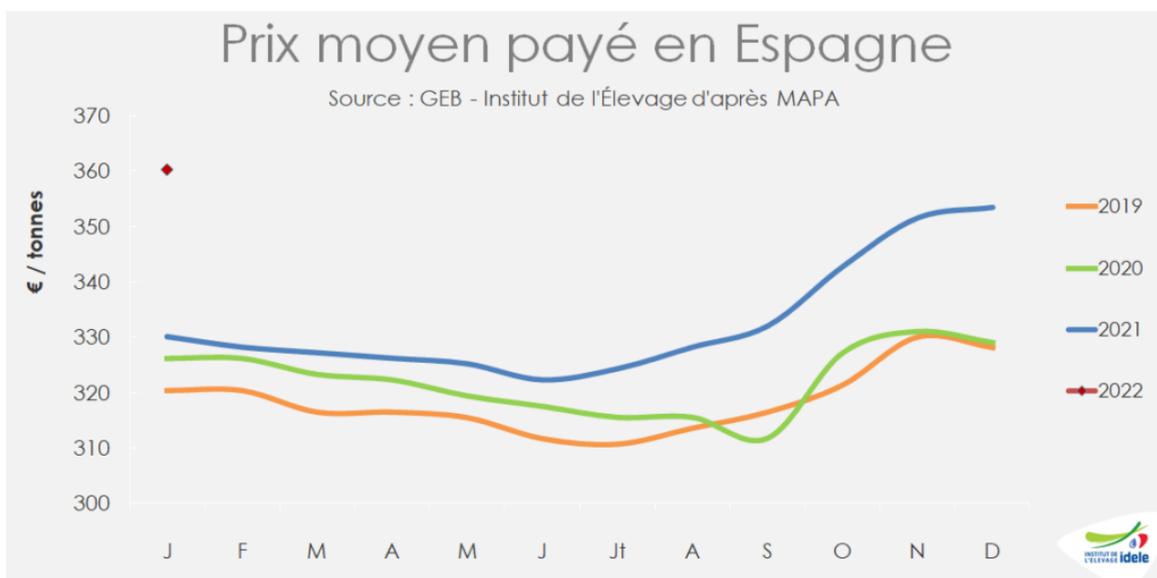
En Espagne, la filière laitière est paralysée par la grève des transports

En **Espagne**, les livraisons se sont élevées à 7,5 Mt en 2021, en hausse de +1% par rapport à 2020, malgré la forte baisse du cheptel (-2,8% /2020). La production continue de se concentrer en Galice, qui rassemble 40% de la collecte nationale.

La collecte restait nettement en hausse en ce début d'année (+1,8% en janvier), mais la grève des transports à l'œuvre depuis début mars paralyse le secteur laitier, affectant tous les maillons de la filière, en premier lieu celui de la collecte. L'activité a même été interrompue dans de nombreux sites de transformation laitière. Cette situation porte un coup supplémentaire à une filière déjà particulièrement vulnérable face à la hausse du prix des intrants, et en particulier de l'aliment acheté, dont les exploitations espagnoles sont très dépendantes.



Dans ce pays, à l'instar de la situation française, le prix a progressé moins vite que la moyenne européenne en 2021, mais amorce une hausse plus significative depuis la fin de l'année 2021. En janvier 2022, le prix du lait moyen est de 360 €/t (+9% /2021). Ce prix cache toutefois de fortes disparités entre les régions. Le prix en Galice ne s'élevait qu'à 348€/t en janvier.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Forte hausse des prix faute de disponibilités suffisantes

Dernière révision le 22 mars 2022

La baisse de l'offre laitière chez les principaux pays exportateurs est la première raison de la hausse des prix des produits laitiers. En effet, cela provoque mécaniquement une baisse des fabrications.

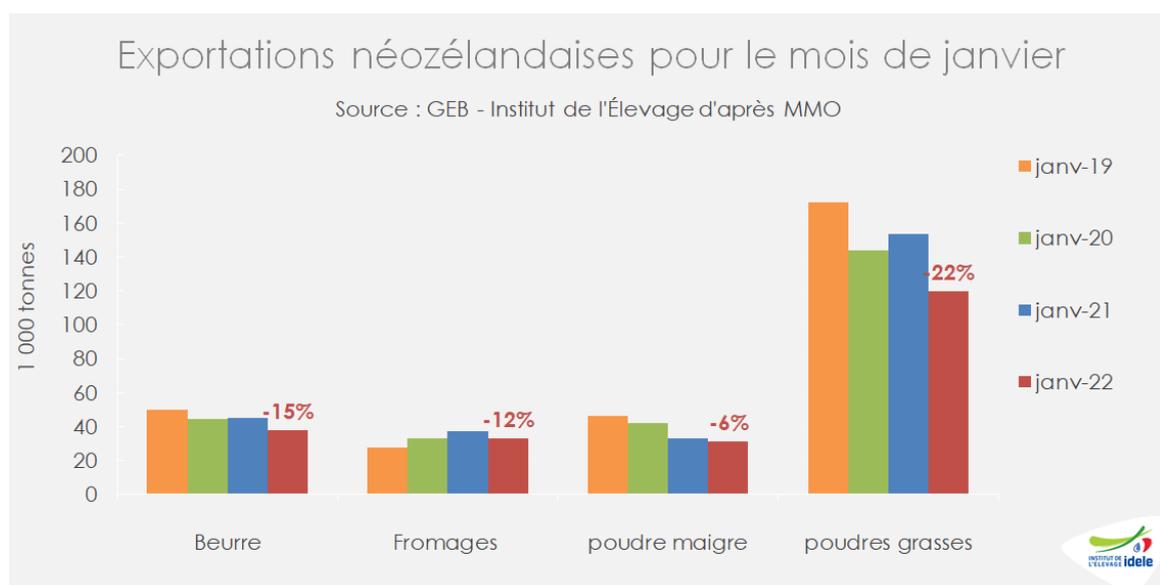
Aux **Etats-Unis**, les fabrications de beurre et de poudre de lait écrémé ont fortement chuté au mois de janvier dernier, respectivement de -7% et -9% /2021. La consommation intérieure aux Etats-Unis est toujours dynamique et malgré des exports en léger repli en janvier pour la poudre maigre (-5,5% /2021), les stocks de beurre et de poudre s'affichent en fort recul. En beurre, les stocks se réduisent d'un tiers par rapport à l'an dernier et n'affichent donc qu'une légère hausse saisonnière par rapport au mois de décembre.

Il faut revenir à 2019 pour retrouver des stocks aussi bas en janvier. En poudre maigre, la hausse par rapport au mois de décembre est également très légère à +3,6%, mais les stocks se replient de -14% par rapport à l'an dernier à 118 500 t soit le plus bas depuis 2017 à pareille époque.

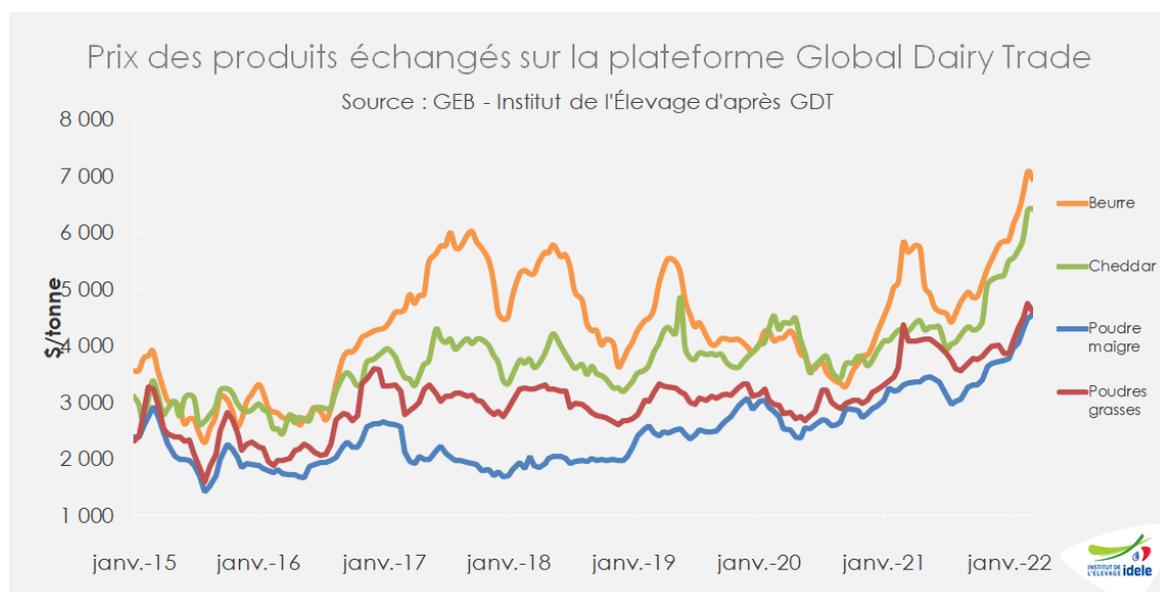
Les fabrications étasuniennes de fromages restent privilégiées : en janvier elles ont ainsi progressé de +2,8% /2021.

Cette préférence pour les fabrications de fromages reste aussi de mise de l'UE-27, comme en Allemagne par exemple (+2,8% en janvier 2022 /2021). La demande en crème est toujours ferme, ce qui justifie une progression des volumes conditionnés par rapport à l'an dernier. La progression des fabrications en poudres de lait entier est importante en % (13 000 tonnes fabriquées contre 10 000 t l'an passé), elle pourrait être liée à une demande à l'export toujours forte pour l'Allemagne.

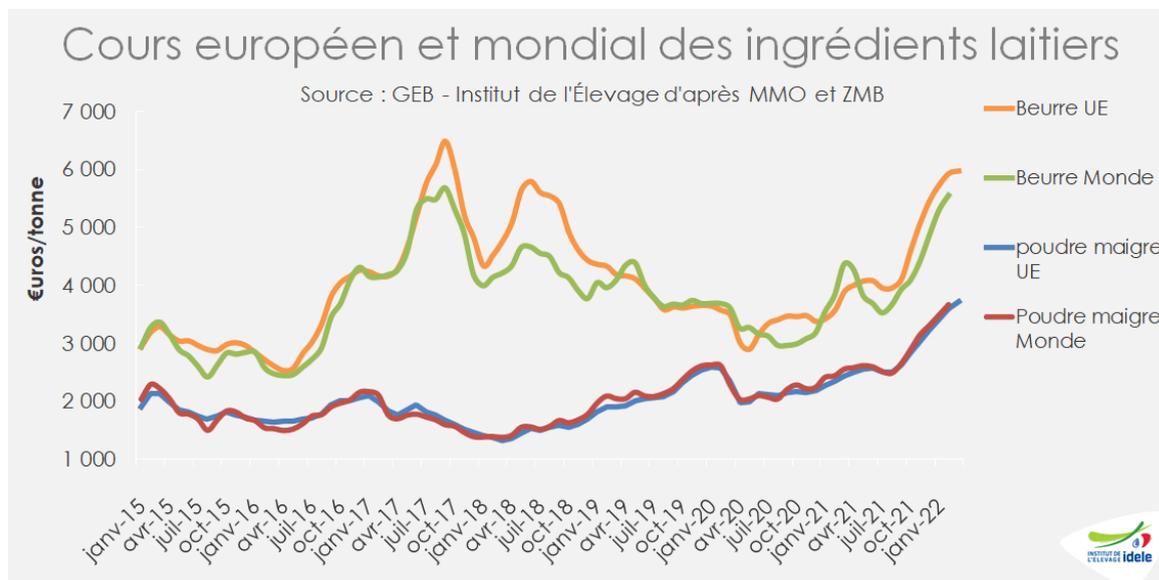
En **Nouvelle-Zélande**, Fonterra ajuste à la baisse ses volumes mis en vente sur les échéances éloignées lors des enchères du *Global Dairy Trade*. Par ailleurs, les exportations produits laitiers sont en net repli au mois de janvier. La plus forte baisse affecte les poudres grasses (-20% en janvier /2021), pourtant produit phare de la Nouvelle-Zélande. Les ventes à la Chine ont littéralement chuté (-38% /2021, à 38 800 t en janvier) probablement à la suite de stockage réalisé en 2021, de même que celles aux Émirats Arabes Unis (-37%, à 7 700 t) et au Sri Lanka (-55%, à 4 400 t) certainement à la suite de la forte hausse des prix. Aussi, malgré une demande plus conséquente d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, celle-ci ne compense pas la baisse des volumes achetés par trois premiers importateurs.



Dans ce contexte de contraction de l'offre, les prix des commodities laitières enregistrent de très fortes hausses. En Nouvelle-Zélande, certaines cotations sur la plateforme *Global Dairy Trade* ont dépassé des prix records comme celles du beurre ou du cheddar. Le prix des poudres grasses a dépassé le seuil de 5 000 €/t atteint fin 2013-début 2014, lorsque la Nouvelle-Zélande avait profité d'une très forte demande chinoise avant l'arrêt brutal de celle-ci en 2014.



Les cours moyen de la poudre de lait écrémé dans l'UE-27 s'affichent autour des 3 600 €/t en février, soit une hausse de +5% par rapport au mois dernier et de +50% d'une année sur l'autre. En France, le prix du beurre échangé sur le marché du spot s'est approché des 6 500 €/t début mars, soit là aussi une hausse de près de 50% par rapport à la même période de l'an dernier.



Quelles limites à la hausse ?

Certains acheteurs en industrie alimentaire non laitière craignent dorénavant les ruptures en approvisionnement pour l'année 2022 et cherchent à contractualiser sur de longues périodes. Face au risque de manque de lait, les vendeurs d'ingrédients laitiers y sont plus réticents, ce qui pourrait amener de nouvelles hausses de prix dans les jours/semaines à venir en Europe.

Toutefois, les prix sur le marché mondial sont déjà élevés et la demande internationale pourrait commencer à marquer le pas. D'ailleurs, lors de la dernière enchère sur la plateforme *Global Dairy Trade*, les prix des poudres grasses et du beurre se sont repliés. Le conflit russo-ukrainien, les difficultés logistiques mondiales et les coûts du fret élevés sont autant de frein aux échanges mondiaux.

La demande chinoise est moins forte que l'an passé en ce début d'année. D'une part, des stocks ont certainement été étoffés en 2021 et au vu de la très forte demande de l'an passé, un moindre appétit n'est pas encore de nature à inquiéter. En revanche, le Covid-19 repart en Chine et pousse les autorités à renforcer les mesures douanières sur les importations alimentaires. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2022, les aliments importés sont dépistés et désinfectés, augmentant les délais de déchargement, ce qui peut être problématique sur des produits frais. Certaines villes sont de nouveau confinées, ce qui risque de baisser la demande en produits laitiers (beurre, crème, fromages) qui sont surtout consommés en RHD. Enfin, certaines villes pourraient même décider de suspendre les importations de produits alimentaires étrangers pour éviter des contaminations au Covid-19.

L'offre des îles britanniques continue de s'étoffer

Dernière révision le 22 mars 2022

Tandis que les abattages français étaient toujours en deçà de leurs niveaux de 2021 jusqu'à la mi-mars en France, la hausse de production s'est accentuée au Royaume-Uni et en Irlande. Le Ramadan et Pâques arrivent à grands pas et devraient soutenir la demande en brebis comme en agneaux.

En Nouvelle-Zélande, l'offre de janvier était en repli, tout comme en Australie, où les capacités de transformation ont été affectés par les mesures d'isolement liées au Covid-19.

Viande ovine » France »

La cotation grimpe quelques semaines avant Pâques

Dernière révision le 22 mars 2022

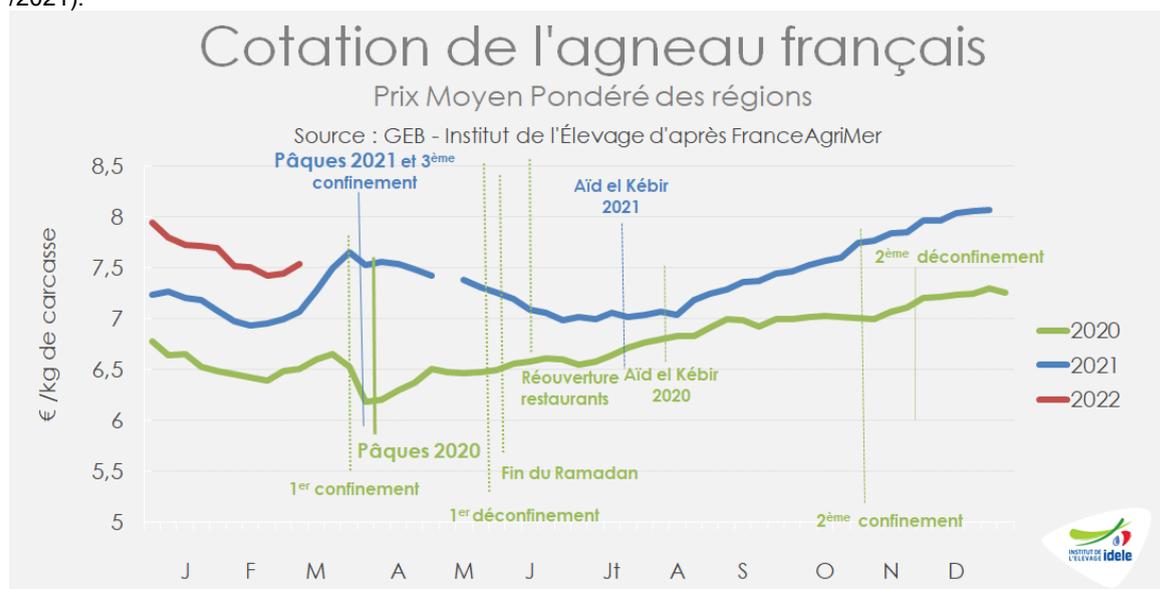
Face à des achats peu dynamiques, les abattages sont restés inférieurs à ceux de l'an passé jusqu'à la mi-mars. Les exportations de viande ovine auraient permis d'alléger le marché. A quelques semaines du Ramadan et de Pâques, la cotation a débuté sa traditionnelle ascension. Son niveau reste toujours élevé, mais son écart avec celle de 2021 s'amenuise au fil des semaines, signe d'un marché plutôt calme.

Un marché calme quelques semaines avant les premières festivités religieuses

La **cotation** française de l'agneau lourd entrée abattoir a débuté sa traditionnelle hausse saisonnière quelques semaines avant le pic de Pâques. En semaine 10 (se terminant le 13 mars), elle s'établissait à 7,54 €/kg. Probablement sous l'effet d'une demande peu dynamique, elle s'est rapprochée de son niveau de 2021 au fil des dernières semaines mais le surpassait tout de même de +0,55 € en semaine 10 (+1,03 €/2020).

La demande en brebis devrait croître dans les mois à venir, le Ramadan s'étendant du 2 avril au 2 mai. Parallèlement, les achats d'agneaux de Pâques vont débuter, la fête religieuse étant programmée le dimanche 17 avril.

Face à ces cours élevés, la flambée des **prix des intrants** s'accroît et continue d'impacter les coûts de production. Malgré une baisse ponctuelle mi-mars, les prix à la pompe restent extraordinairement élevés, boostés par la guerre en Ukraine et la décision des Etats-Unis de ne plus importer de gaz et de pétrole russes (annoncée le 8 mars). En janvier 2022, l'IPAMPA ovine viande atteignait 122,7 points (+15,2 points /2021).



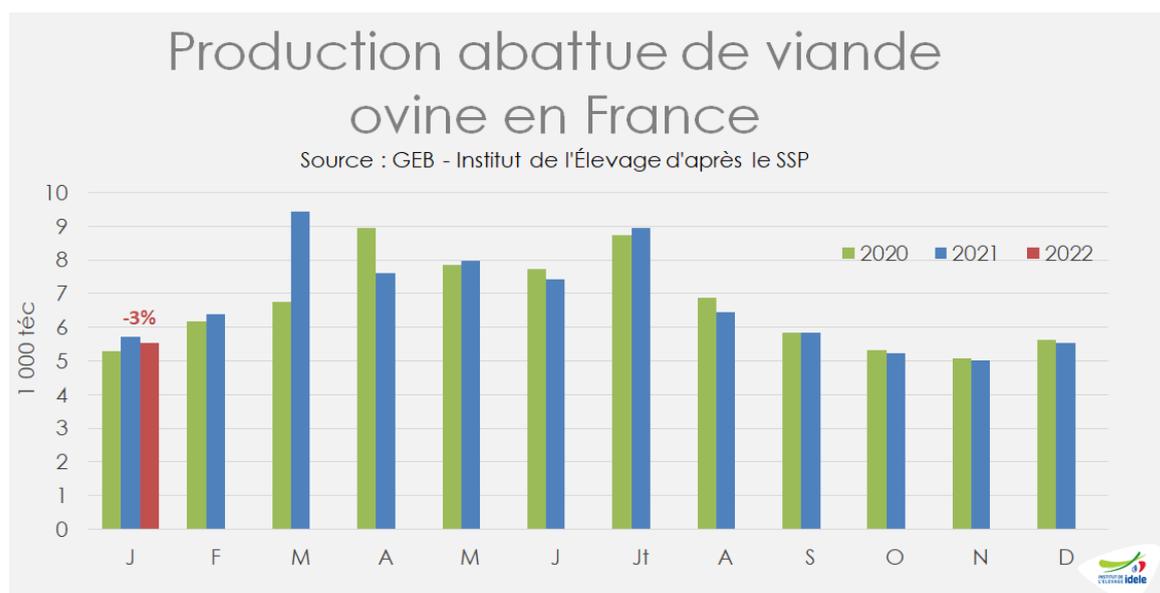
Des abattages français en recul début 2022

En janvier, lors du 1^{er} pic de sorties d'agneaux lacaunes, les **abattages** étaient en recul d'une année sur l'autre. Avec 257 000 agneaux (-3% /2021) et 32 000 réformes abattues (-5%), la production de viande ovine a reculé de -3% /2021 à 5 500 téc, avec des poids carcasse stables, à respectivement 18,0 et 27,2 kg.

La **demande** particulièrement morne expliquerait cette tendance. Certains engraisseurs se seraient retrouvés dans l'incapacité de trouver des débouchés pour leurs agneaux lacaunes.
Tendances n°337 - mars 2022

Les **exports** auraient alors permis de dégager des volumes et d'alléger le marché français.

Le 2^{ème} pic de sorties d'agneaux lacaunes est finalement prévu en mai-juin, soit en même temps que celui des agneaux d'herbe et après les fêtes du Ramadan et de Pâques.



Les informations sur les échanges extérieurs de viande ovine et d'ovins vifs pour janvier 2022 sont indisponibles à ce jour suite à un changement de méthode dans la collecte des données douanières. Leur publication est retardée pour cause d'analyse de leur fiabilité.

Viande ovine » UE et monde »

Des situations contrastées début 2022

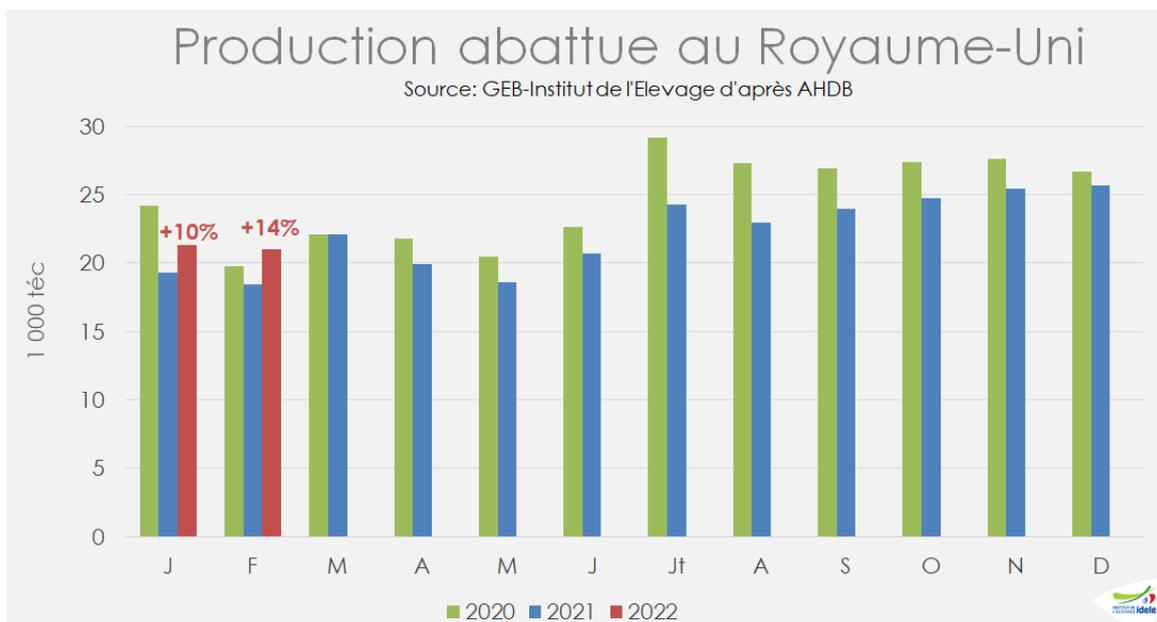
Dernière révision le 22 mars 2022

En Irlande et au Royaume-Uni la hausse des disponibilités face à une demande réduite pèse sur la cotation de l'agneau lourd qui ne connaît pas de hausse saisonnière à quelques semaines de Pâques, contrairement à la cotation française. En revanche, les disponibilités limitées en Océanie tendent les cours sur le marché mondial de la viande ovine.

Royaume-Uni : le marché s'alourdit et pèse sur la cotation

En février 2022, la **production** de viande ovine britannique a bondi de +14% /2021, à 21 000 t, grâce à la hausse conjointe des abattages d'agneaux (+10% /2021 à 865 000 têtes), de réformes (+10% à 96 000 têtes) et à la forte hausse des poids de carcasse moyens (+0,8 kg /2021).

Face à ce disponible accru, la **demande** intérieure et/ou les **exportations** britanniques seraient restées modestes. La **cotation** britannique a alors chuté au lieu d'entamer sa traditionnelle hausse. Elle est ainsi passée sous son niveau de 2021 en semaine 9 (-22 cents), à 6,81 €/kg. Elle reste toutefois supérieure à son niveau de 2020 (+89 cents). La même évolution est constatée en livre sterling, bien que de façon moins accentuée, la monnaie britannique restant forte face à l'euro.

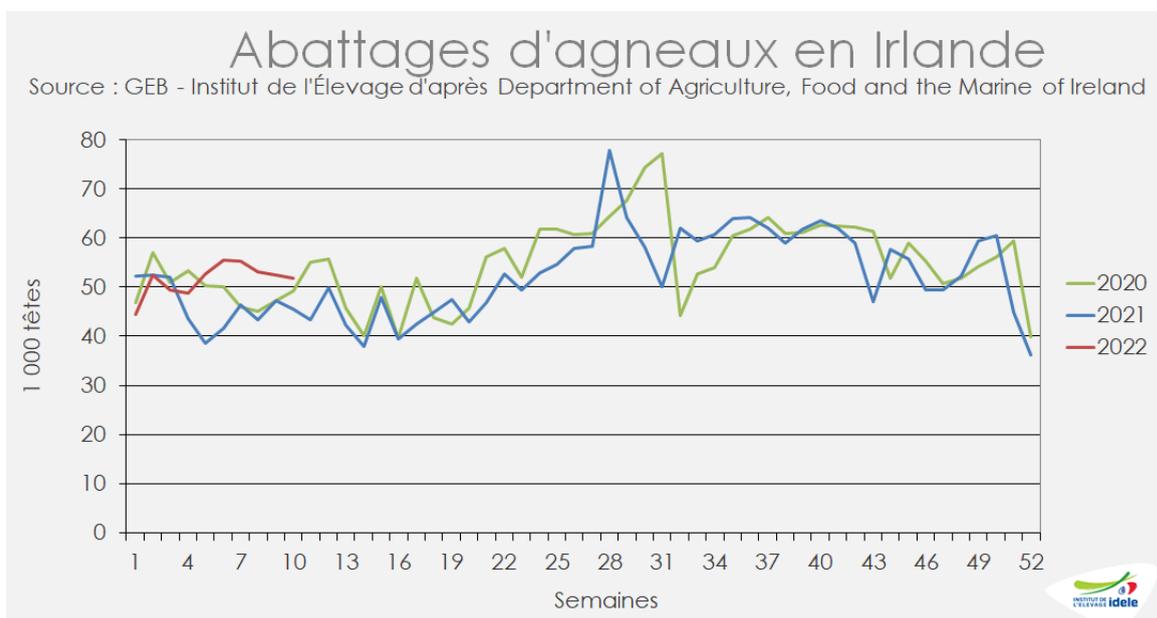


Irlande : des abattages en forte hausse début 2022

Sur les 10 premières semaines de 2022, les **abattages** d'agneaux ont progressé de +13% /2021 en Irlande, à 463 000 têtes, tandis que les réformes ont baissé de -3%, à 54 000 têtes. Le commerce est donc ferme et les problèmes persistants des Britanniques pour accéder au marché de l'UE sont autant d'opportunités pour l'agneau irlandais.

A la mi-mars, les sorties commenceraient à se tasser et les transformateurs irlandais seraient à la recherche d'agneaux. La **cotation** du *Hoggets* irlandais devrait avoir abordé sa hausse saisonnière, mais semble davantage se stabiliser un peu en-dessous des 7 €/kg. En semaine 9, à 6,95 €/kg, elle était stable d'année sur l'autre, mais toujours en hausse de +0,95 €/2020.

Tout comme en France et au Royaume-Uni, la **demande** en brebis de réforme et en agneaux sera boostée dans les prochaines semaines, à l'approche du Ramadan et de Pâques.

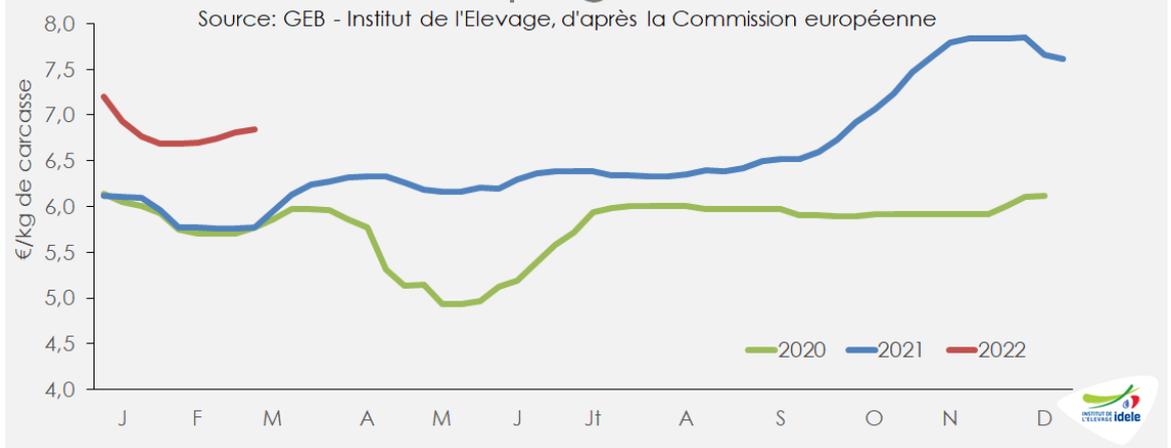


Espagne : cotation de l'agneau lourd très élevée début 2022

Après avoir entamé une franche baisse saisonnière début 2022, la **cotation** de l'agneau lourd espagnol est repartie à la hausse en février. A 6,85 €/kg en semaine 9, elle se situe toujours nettement au-dessus du niveau des années précédentes, soit +1,07 €/2021 et 2020.

Compte-tenu du manque de dynamisme de la **consommation** intérieure (réticence des Espagnols à consommer au restaurant : baisse de leur pouvoir d'achat dans un contexte de forte inflation), les opérateurs attendent avec impatience Pâques et le Ramadan pour redynamiser leurs ventes. Les premiers bateaux pour approvisionner les pays musulmans sont déjà partis.

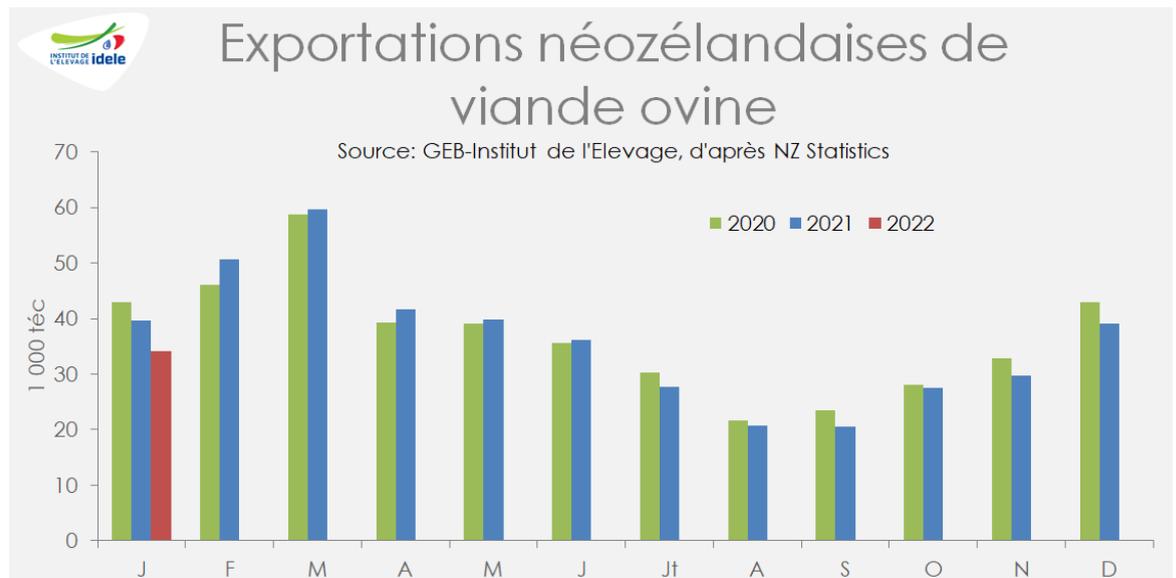
Cotation de l'agneau lourd en Espagne



Nouvelle-Zélande : le recul des envois s'accroît début 2022

En janvier 2022, la **production** abattue en Nouvelle-Zélande a baissé de -10% /2021, à 50 380 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont légèrement reculé, de -2% /2021 à 2,13 millions de têtes, tandis que les réformes ont chuté de -22%, à 499 000 têtes.

Les **exportations** de viande ovine ont ainsi reflué de -14% d'une année sur l'autre, pour tomber à 34 130 téc en janvier 2022. Les envois ont de nouveau baissé vers la Chine (-21% /2021), mais aussi vers l'UE à 27 (-20%), dont -25% vers la France, -34% vers l'Allemagne et -18% vers les Pays-Bas. Les envois ont également diminué vers le Royaume-Uni (-21%). Seules les expéditions vers l'Amérique du Nord se sont accrues, avec +20% vers les USA et +47% vers le Canada.



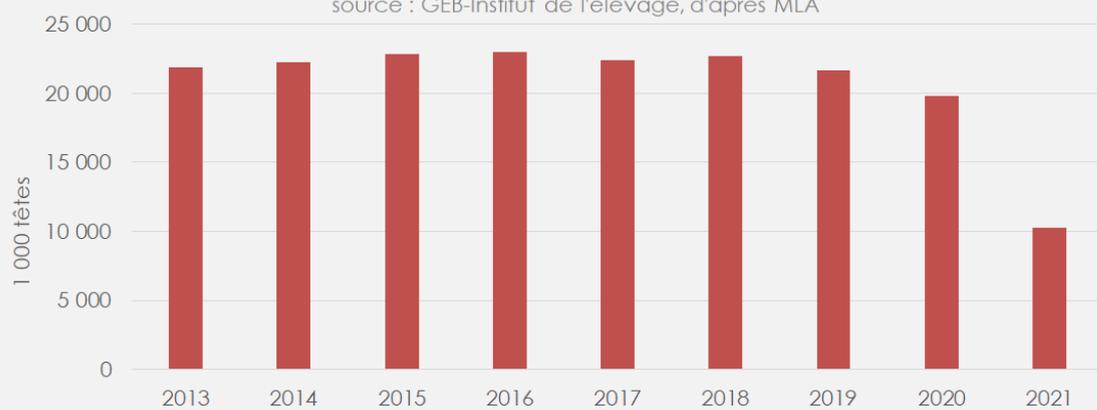
Australie : des abattages entravés début 2022

Les **abattages** d'agneaux se sont effondrés entre 2020 et 2021 : ils ont été divisés par deux à 10,3 millions de têtes. Les réformes ont conjointement davantage chuté de -60% /2020, illustrant la recapitalisation en cours.

Début 2022, les abattages sont demeurés ralentis, en raison des mesures d'isolement liées au Covid-19. Ils ont nettement repris en deuxième semaine de février, signe d'une amélioration de la situation sanitaire sur l'île.

Abattages d'agneaux en Australie

source : GEB-Institut de l'élevage, d'après MLA



La collecte est relancée, l'approvisionnement progresse moins vite

Dernière révision le 22 mars 2022

Après une année 2021 morose, la collecte de lait de chèvre a bondi en début d'année. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant encore leurs importations de produits de reports. Ainsi, ils ont préservé les fabrications de fromages de chèvre, dont la structure a évolué différemment selon la catégorie des produits.

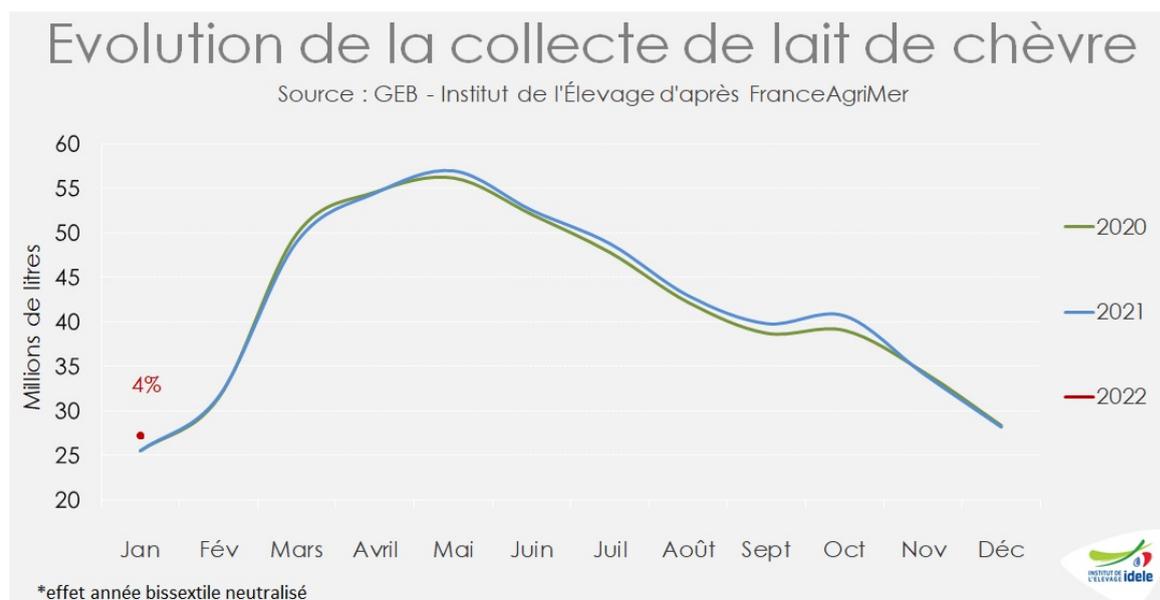
Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

La collecte est relancée, l'approvisionnement progresse moins vite

Dernière révision le 22 mars 2022

Après une année 2021 morose, la collecte de lait de chèvre a bondi en début d'année. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant encore leurs importations de produits de reports. Ainsi, ils ont préservé les fabrications de fromages de chèvre, dont la structure a évolué différemment selon la catégorie des produits.

Un bon début d'année



Après un dernier bimestre 2021 en repli, la collecte de lait de chèvre a connu un démarrage dynamique début 2021, avec une croissance de +4% /2021 en janvier à 26,5 millions de litres.

La production a bénéficié des fourrages abondants et de bonne qualité récoltés à l'automne 2021, ainsi que d'une forte demande des transformateurs, qui avaient connu une légère tension sur le marché du lait de chèvre français en 2021 (avec un approvisionnement en repli de -2% sur l'année). Mais son ampleur, alors même que le cheptel est stable en novembre 2021 (d'après l'enquête cheptel du SSP), est probablement davantage liée à un décalage des naissances.

La chute des importations se prolonge

Après une année 2021 en net repli, les importations de produits de report caprins s'orientent toujours à la baisse en ce début d'année. Ainsi, à 4,6 millions de litres en janvier, elles ont encore chuté de -10% d'une année sur l'autre.

Importations mensuelles de produits de report caprins

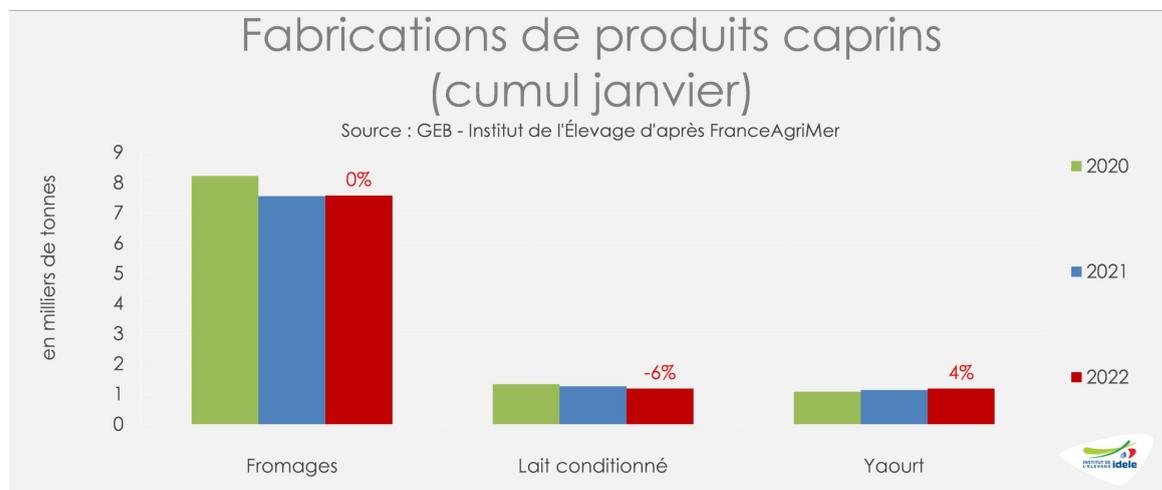
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Les fabrications peuvent désormais être en grande partie assurées avec de la ressource laitière nationale, dans un contexte de stabilisation de la demande. De plus, le recours massif aux importations devient moins intéressant avec la convergence des prix européens vers le prix français. En 2021, la moyenne annuelle du prix payé à la production en Espagne, principal fournisseur de produits de report, s'est établie à 772 €/1 000 l, soit un euro de plus que le prix payé aux livreurs français (une première !). Le prix néerlandais est en revanche resté -13% en dessous du prix français, à 667 €/1 000 litres.

La hausse de la collecte s'est accompagnée d'une chute des importations, si bien que l'approvisionnement des industriels français a légèrement progressé (+1% /2021), à un peu moins de 31 millions de litres transformés.

Les fabrications de fromages stables et d'ultra-frais en hausse



Après avoir chuté de -3% au 4^{ème} trimestre 2021, les fabrications fromagères ont été stables en janvier d'une année sur l'autre, à 7 500 tonnes en janvier.

A l'image des fromages à la pièce (dont les fabrications ont baissé de -3% /2021), les fabrications de bûchettes ont reculé en janvier de -3% /2021, à 3 800 t, soit -126 t. En effet, la demande semble s'orienter davantage vers des produits à plus haute valeur ajoutée. Ainsi, les fabrications de fromages à découper ont fortement bondi de +12% en un an, à 860 t en janvier. Les fabrications de fromages frais, 1 550 t en janvier, ont également progressé de +5% /2021.

D'un autre côté, les fabrications de yaourts ont bondi de près de +4% en un an, à près de 1 120 t, tandis que les fabrications de laits conditionnés ont moins mobilisé de ressource : elles ont chuté de près de -6% en janvier, à 1,12 million de litres embouteillés.

Marchés des grains : la guerre en Ukraine enflamme les cours

Dernière révision le 22 mars 2022

Les fondamentaux n'avaient pas été beaucoup modifiés depuis le dernier focus matière première, mais l'invasion russe de l'Ukraine a rebattu les cartes des marchés des grains. Les exportations de ces deux fournisseurs majeurs sont stoppées depuis le début du conflit. Le retrait de la Mer noire a créé un vent de panique sur les marchés et provoqué une envolée des cours, partiellement retombée, faute de visibilité.

Des marchés déboussolés

La Russie et l'Ukraine ont représenté 30% des exports mondiaux de blé et de maïs en 2021. Ces deux pays fournissaient principalement l'Afrique du Nord et le Moyen Orient en blé, l'UE-27 en maïs. Avant le conflit, 6 Mt de blé étaient encore à exporter par l'Ukraine et 12 Mt par la Russie. Le bombardement et l'arrêt des exportations via la mer Noire privent les marchés mondiaux de ces ressources. Cette situation historique provoque beaucoup de volatilité sur les marchés à terme : la tonne de blé a dépassé les 400 €/t au début du mois de mars, les échéances long terme sont même impactées avec, le 16 mars, 300 €/t pour l'échéance mai 2023.

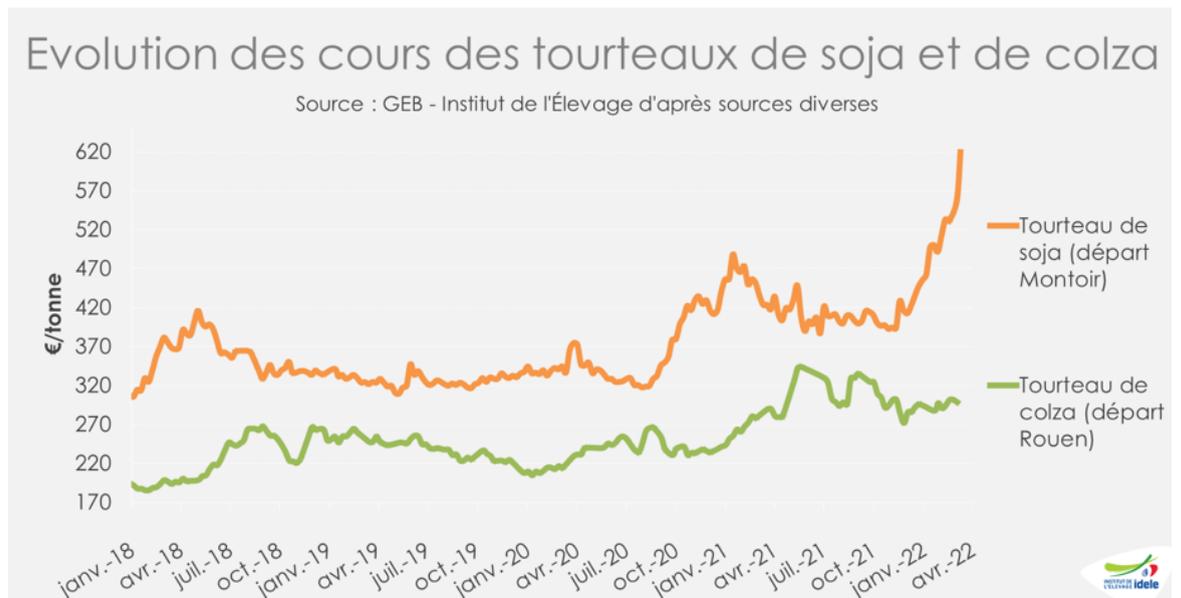
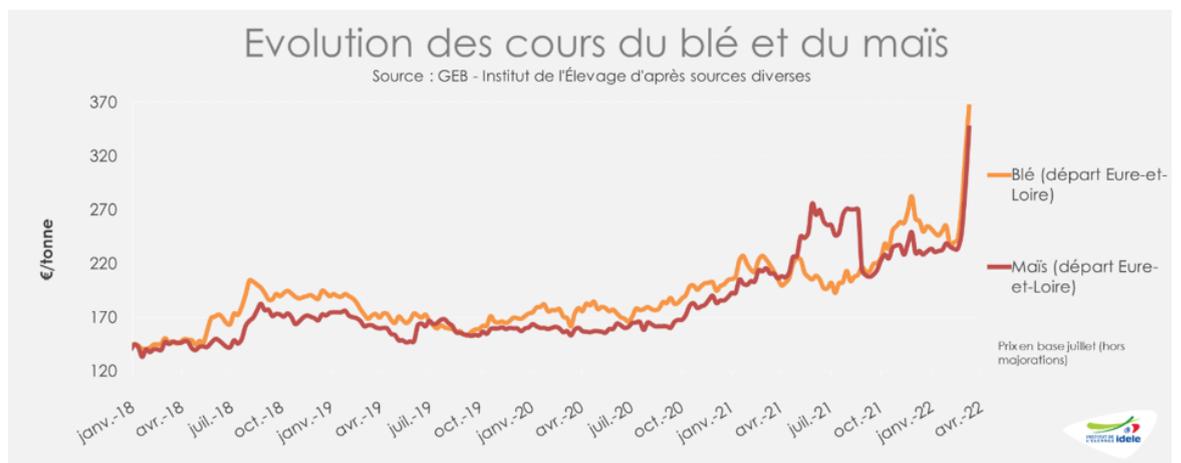
La France dépend faiblement des importations en provenance de la mer Noire. Elle importait surtout du maïs ukrainien. A l'inverse d'autres pays européens en sont très dépendants, comme l'Espagne qui se retrouve sans stock et doit revoir ses origines d'importations. Le gouvernement espagnol a pris des mesures pour assouplir la réglementation à l'import et permettre l'arrivée de cargos de blé d'origine argentine. Aucune rupture n'est envisagée à court terme, mais une reconfiguration des échanges devrait s'opérer avec une probable augmentation des exports de blé en partance d'Australie, d'Inde et de l'UE-27 et des exports de maïs étatsunien et argentin.

L'Ukraine et la Russie représentent aussi 50% de la production mondiale de tournesol. Depuis le début du conflit, les cours de l'huile de tournesol et des tourteaux ont flambé ; et les cotations ne sont plus communiquées sur les sites de référence tel *La Dépêche*. La demande s'est reportée sur la graine de colza, mais le marché est très tendu notamment suite aux mauvaises récoltes de canola canadien en 2021.

Disponibilités très incertaines

Différents scénarii sont envisageables sur la guerre et son impact sur les marchés des grains. Le plus optimiste, la résolution rapide du conflit qui aurait peu d'impact sur les futures récoltes et les infrastructures et qui permettrait le retour de la production de la Mer Noire sur le marché, paraît peu probable compte tenu des retards dans les travaux agricoles déjà constatés. Les semis des cultures de printemps (67% de la surface agricole) démarrent normalement dès la fin de l'hiver pour une récolte au cours de l'été. En revanche, un conflit long, la destruction des infrastructures d'export et l'absence de production en mer Noire pour la campagne 2022/2023 semblent plus probable. Un tel scénario pessimiste aggraverait un contexte de marché déjà tendu et il faudra envisager des possibilités de rupture, d'abord dans les zones de forte dépendance à l'origine mer Noire (Afrique du Nord et Moyen Orient) puis dans d'autre zone où la demande est forte en sans OGM comme en UE-27 par exemple. A ce stade on peut redouter le pire, même s'il n'est pas certain.

Les dernières cotations mensuelles (février) ne reflètent pas encore la désorganisation des marchés et ses affolements. A la mi-mars les dernières cotations sur les marchés physiques sont plus révélatrices : le cours du blé tendre rendu Rouen s'établit à 383 €/t (+41 €/t par rapport à la semaine précédente de 2022), 362 €/t pour le maïs rendu Bordeaux (+47 €/t), le tourteau de soja origine Brésil rendu Montoir à 622 €/t (+65 €/t). Pour les tourteaux de tournesol et de colza, aucune cotation n'est disponible, les derniers achats se sont faits de gré à gré à des prix records.



L'incertitude est donc le maître mot pour les prochaines semaines. Les cours resteront probablement à des niveaux records jusqu'à la veille des prochaines récoltes dans l'hémisphère Nord. Cette situation impacte déjà les prix des aliments composés qui flambent à leur tour. Une bonne récolte fourragère est espérée pour amoindrir les surcoûts liés à cette crise géo-politique. Pour en savoir plus sur les premiers effets de la guerre en Ukraine sur les marchés des grains et des produits des ruminants, deux notes sont disponibles sur le site d'Idele. <https://idele.fr/detail-article/crise-russo-ukrainienne-impacts-sur-les-marches-des-matieres-premieres-pour-les-filières-animales>